Le Reporter
N°1065 DU 16 DÉCEMBRE 2021 www.lereporter.ma

Dossier du Sahara
Quand le Polisario suit Alger et rejette «Les tables rondes» de l'ONU

Port de Casablanca
Mais que se passe-t-il donc dans la zone gérée par Somaport ?





FÊTES DE FIN D'ANNÉE
UNE AUBAINE POUR L'ÉCONOMIE ?

LA CONSOMMATION BOOSTÉE...
SAUF SI LE COUVRE-FEU NOCTURNE REVENAIT

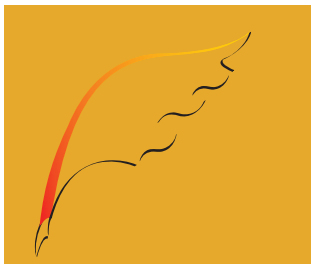





CIH BANK
La banque de demain dès aujourd'hui
green DEV
GEFF II
Une solution de financement intégrant une subvention
et une assistance technique gratuite pour accompagner votre transition verte
Pour toute demande d'information,
veuillez nous contacter sur greendev@cihbank.ma
En partenariat avec
GEFF
Green Economy Financing Facility
European Bank for Reconstruction and Development
Soutenu par
This project is funded by the European Union
GREEN CLIMATE FUND
/cihbank
www.cihbank.ma

EDITO

Maroc-Allemagne
Qui faut-il croire ?



Le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères a rendu public, lundi 13 décembre 2021, un communiqué qui ressemble à un drapeau blanc agité par le nouvel exécutif allemand, 5 jours seulement après son entrée officielle en fonction, la passation des pouvoirs ayant eu lieu le 8 décembre.

Dès le 7 décembre, la veille du jour du départ de Angela Merkel et de son remplacement par le nouveau chancelier élu, le social-démocrate Olaf Scholz, l'ambassade d'Allemagne à Rabat envoyait un 1er signal, s'inscrivant en faux contre un rapport attaquant le Maroc, présumé «confidentiel» (mais qui s'est retrouvé dans la presse allemande et la nôtre) ; et appelant à rétablir les «bonnes et solides relations» traditionnelles liant le Maroc et l'Allemagne.

Pour l'ambassade d'Allemagne à Rabat, sur sa page Facebook (7 décembre) «Le Royaume du Maroc est un partenaire important pour l'Allemagne» et «L'Allemagne est prête pour un partenariat entre les deux pays, tourné vers l'avenir».

De même que le pour le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, dans son communiqué du 13 décembre, «le Maroc est un partenaire clé de l'Union européenne et de l'Allemagne en Afrique du Nord».

Ces deux signaux –celui de l'ambassade, suivi de celui, très officiel, du ministère fédéral des Affaires étrangères- sont assurément positifs et ne peuvent qu'être bien accueillis par l'opinion publique marocaine (l'Etat n'y a pas réagi, au jour d'aujourd'hui, 15 décembre).

Cependant, cette même opinion publique marocaine est quelque peu dubitative… A une poignée de jours d'intervalle, elle reçoit –en provenance d'Allemagne- un rapport incendiaire pourfendant le Maroc et révélant un nombre incroyable d'initiatives déstabilisatrices et recommandations allemandes portant gravement atteinte aux intérêts du Royaume ; et deux appels de la Diplomatie allemande à des relations et un partenariat solides !

Qui faut-il croire ? La question n'est pas superflue, au vu de l'importance de ce qui a été dit, d'une part comme de l'autre.

Que dit de si grave le fameux rapport incendiaire, titré «Nous ne voulons pas d'une nouvelle Turquie dans la Méditerranée occidentale» (à propos du Maroc) et signé par Isabelle Werenfels, que les médias présentent comme «chef du Bureau du renseignement pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient du renseignement allemand», mais dont l'ambassade d'Allemagne à Rabat nie tout lien avec les services de renseignements fédéraux allemands, assurant qu'elle est juste une spécialiste des affaires maghrébines, affiliée à un centre indépendant de recherches sur les affaires internationales…?

Ce rapport nous apprend que l'Allemagne envisage d'affaiblir le Maroc suite au rapprochement maroco-israélien et a déjà entrepris des actions dans ce sens. Justifiant la nécessité de limiter les ambitions de développement du Maroc, le document argue que «l'alliance maroco-israélienne est un grand choc pour l'Union européenne et pas seulement pour l'Allemagne, du fait qu'elle constitue une menace» pour les intérêts de l'une et de l'autre. Le rapport rappelle que l'Afrique du Nord est une zone importante pour l'Union européenne, un marché pour ses produits et une porte d'entrée vers le vaste marché africain.

L'auteur du Rapport, Isabelle Werenfel, révèle qu'en examinant les documents confidentiels du renseignement allemand, elle y a appris que bien avant l'accord militaire et sécuritaire entre Israël et le Maroc, l'Allemagne s'est trouvée confrontée à «un service de renseignement marocain fort, un féroce et obstiné concurrent, qui a établi des connexions non seulement en Europe occidentale mais aussi en Europe orientale». Et d'ajouter: «d'après ce que j'ai appris dans ces archives également, notre appareil a essayé de créer de nombreux problèmes au Maroc et de stopper ses activités dans de nombreuses régions africaines». La dame poursuit dans son rapport: «Le lobby de cette agence (le renseignement allemand), qui contrôle de nombreux secteurs industriels en Afrique, a joué un rôle pour perturber la marche des entreprises marocaines et leur expansion dans la région ouest-africaine et de nombreuses régions africaines, de même que ses lobbies politiques ont joué un rôle afin de menacer les intérêts du Maroc et tenter de l'affaiblir dans la région»… Mais, écrit Isabelle Werenfels: «J'ai conclu que le plan, pour lequel beaucoup d'argent des contribuables allemands a été dépensé, avait échoué. Et voici une nouvelle Turquie en Méditerranée occidentale qui a commencé à grandir et à émerger»… Tout le reste du rapport est de la même veine, évoquant une stratégie allemande en direction des marchés miniers africains mise en route en 2019 et qui a échoué, une position de retard en termes d'investissements directs avec seulement 1% des investissements étrangers allemands qui vont actuellement en Afrique, etc. etc. celui qui est montré du doigt étant toujours le Maroc, y compris dans ses relations avec l'Espagne…

Alors quand le communiqué du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères vient quelques jours plus tard dire que «Le Royaume du Maroc est un pont important entre le Nord et le Sud, à la fois politiquement, culturellement et économiquement, qu'il est un partenaire clé de l'Union européenne et de l'Allemagne en Afrique du Nord… Que le Maroc, qui a lancé de vastes réformes au cours de la dernière décennie, joue un rôle important dans la stabilité et le développement durable de la région et que cela est évident», en n'oubliant pas de rappeler que «l'Allemagne et le Maroc entretiennent des relations diplomatiques depuis 1956», l'opinion publique est en droit d'être interloquée.

Bien sûr, le chapitre sur le positionnement allemand concernant le dossier du Sahara n'aura pas échappé à l'opinion publique marocaine.

Après avoir rappelé que «les Nations Unies travaillent sous la houlette du nouvel envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies, Staffan de Mistura, à trouver une solution à la question du Sahara occidental», le ministère allemand des AE a tenté de rassurer, balayant d'un trait de plume les récents signaux hostiles au Maroc dans l'affaire du Sahara, pour se ranger derrière l'ONU.

«La position du gouvernement fédéral à ce sujet n'a pas changé depuis des décennies. L'Allemagne soutient l'envoyé personnel dans ses efforts visant à trouver une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable sur la base de la résolution du Conseil de sécurité 2602 (2021), peut-on lire dans le communiqué du tout nouveau Gouvernement allemand». Et le texte du ministère en charge de la Diplomatie d'ajouter même ceci: «Le Maroc a apporté une contribution importante à un tel accord en 2007 avec un plan d'autonomie».

Alors, à quel point de vue se fier ? Celui du Rapport qui veut affaiblir le Maroc? Ou celui du communiqué du nouvel Exécutif qui encense le même Maroc ?

On peut dire que, généralement, les Rapports confidentiels des «Gorges profondes» d'un pays sont plus vrais que les mots lénifiants de sa Diplomatie.

Comme on peut dire que le nouveau gouvernement Scholz arrive au pouvoir avec de bonnes intentions et qu'il est possible qu'il ait une stratégie moins belliqueuse, frontale et réductrice, que celle d'Isabelle Werenfels, pour défendre les intérêts de l'Allemagne.

La réponse sera dans les actes. Quoiqu'il en soit -les Marocains ne le répéteront jamais assez- le Maroc est en droit de défendre ses intérêts avec la même force que ceux qui le lui reprochent défendent les leurs.■

Bahia Amrani

Diplomatie

Le Roi reçoit et confirme 19 nouveaux Ambassadeurs



SM le Roi Mohammed VI a reçu, au Palais Royal de Rabat, de nouveaux Ambassadeurs auxquels le Souverain a remis leurs Dahirs de nomination. Au nombre de 19, les nouveaux diplomates représenteront le Maroc dans divers pays. Ainsi, Mohamed Benchaâboun a reçu son Dahir de nomination en tant que nouvel Ambassadeur du Maroc en République française. Karim Medrek a, pour sa part, été nommé Ambassadeur en Suède et en Lettonie. Hassan Naciri, devient Ambassadeur auprès des Républiques du Sénégal, de Gambie, de Guinée Bissau et du Cap-Vert. Driss Isbayene qui a également reçu son Dahir de nomination des mains du Souverain, entame officiellement sa mission en tant qu'Ambassadeur du Maroc au Mali. Zakaria El Goumiri, est quant à lui, nommé Ambassadeur auprès de la République Unie de Tanzanie et de l'Union des Comores. De son côté, Mohamed El Basri devient Ambassadeur aux Pays-Bas. La liste comprend également Mohamed Sbihi (Ambassadeurs du Maroc en Grèce et République de Chypre) et Abderrazzak Laassel, Ambassadeur auprès du Kenya et du Soudan du Sud. De leur côté, Ali Benaissa, Hicham Dehane, Abderrahim Mouziane, Issam Taib, Hicham Elaloui, Hakim Hajoui et Mohamed Rachid Maaninou, ont été nommés respectivement, Ambassadeurs du Maroc au Koweït, en République Dominicaine, à Haïti, en Palestine, en Guinée, au Sierra Leone, à Cuba, en Irlande du Nord et en Républiques du Tadjikistan, du Turkménistan et de la République de Kirghize. Sur la liste des 19 diplomates auxquels SM le Roi a remis leurs Dahirs de nomination, figure deux femmes. Il s'agit de Bouchra Boudchich, qui a reçu son Dahir de nomination, Ambassadeur de SM le Roi au Panama ; et Wissane Zailachi, à laquelle le Souverain a remis son Dahir de nomination en tant qu'Ambassadeur du Maroc après du Commonwealth d'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Tuvalu, de la République des Kiribati et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.■

Rabat-Tel-Aviv

Ayelet Shaked et Abderrahim Bayoud discutent coopération



Le Chef du Bureau de Liaison du Maroc en Israël, Abderrahim Bayoud, a été reçu mardi 14 décembre 2021 par la ministre israélienne de l'Intérieur, Ayelet Shaked. Sur son compte Twitter, la ministre a déclaré avoir discuté avec Bayoud, des futures collaborations entre le Maroc et Israël et les moyens de renforcer le partenariat multiforme entre les deux pays.■

Sahara-Crise libyenne...

L'Allemagne fait un geste d'apaisement envers le Maroc

Le plan d'autonomie au Sahara constitue une contribution importante de la part du Maroc, estime le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères. Dans un communiqué diffusé le 13 décembre 2021, le nouveau ministère des Affaires étrangères allemand a indiqué que sa position au sujet du Sahara n'a pas changé. Il a ajouté que l'Allemagne soutient l'Envoyé personnel (Staffan de Mistura) du Secrétaire général de l'ONU (Antonio Guterres), pour la recherche d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable au dossier du Sahara, sur la base de la résolution du Conseil de sécurité 2602. Concernant les relations entre Berlin et Rabat, le ministère allemand des Affaires étrangères a qualifié le Maroc de partenaire important pour l'Allemagne. Au sujet du rôle que joue le Maroc



Annalena Baerbock, ministre allemande des Affaires étrangères, depuis novembre 2021

en faveur de la résolution de la crise libyenne, la diplomatie allemande a mis en exergue le rôle qu'elle a qualifié de majeur, pour la stabilité et le développement durable dans la région. Le communiqué du ministère allemand des Affaires étrangères souligne également les vastes réformes entreprises par le Royaume au cours de la dernière décennie et son rôle de trait d'union sur le plan politique, culturel et économique entre le Nord et le Sud. ■



RMA الملكية المغربية للتأمين
گتهنيني

شركة خاضعة لقانون 17-99 المنظم للتأمين

تأمين السيارة

مع تأمين السيارة RMA حتى واحد ماغدي يَسْخَى !

في حالة عطب في السيارة

تدخل سريع في مكان العطب

خدمات الإنجاد 24/24 ساعة 7/7 أيام

في حالة توقف سيارتكم بسبب ثقب في العجلات أو بسبب عطب في البطارية،
تعمل خدمة الانجاد RMA على إرسال ميكانيكي متخصص لمحاولة إصلاح العطب في عين المكان.

05 22 46 46 46

ثمن مكالمة محلية

عرض خاضع للشروط

ACNOA

Nouveau mandat pour Kamal Lahlou



Le Marocain Kamal Lahlou a été reconduit à la tête la Commission Marketing de l'Association des Comités nationaux olympiques africains (ACNOA), pour un nouveau mandat (2021-2024).

A l'occasion de cette nomination, l'ACNOA exprime sa reconnaissance à la contribution de Kamal Lahlou, au service du sport africain. «L'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique exprime sa plus grande appréciation à votre grande contribution au service du sport africain», est-il écrit dans une lettre adressée à K. Lahlou par le Président et le SG de l'Association.

Kamal Lahlou aura, ainsi, pour mission de défendre les droits de l'ACNOA et particulièrement la propriété intellectuelle de tous les travaux, qui seront effectués lors du nouveau mandat du dirigeant marocain.

Président de la Fédération marocaine des médias (FMM) et vice-président du Comité national olympique marocain (CNOM), Kamal Lahlou est également membre du Comité exécutif de l'ACNOA.

Basée à Abuja, au Nigeria, l'ACNOA est une organisation internationale qui réunit les cinquante-quatre comités nationaux olympiques africains.

Elle a été fondée en 1981 à Lomé et portait le nom d'«Institution Olympique Panafricaine au service du sport, de la jeunesse, du développement humain et de la promotion des valeurs olympiques»■

CRJEA-Dar Al Moustatmir Al Qaraoui

L'Agriculture, au centre des préoccupations nationales

Le ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Mohammed Sadiki, a présidé, le 11 décembre 2021, une journée d'étude sur l'agriculture de précision et intelligente dans l'Agropole de Berkane. A cette occasion, M. Sadiki a procédé au lancement de projets de développement dans le domaine agricole. Le ministre a souligné que le plan agricole régional de l'oriental, constitue une déclinaison territoriale de la stratégie décennale «Génération Green 2020-2030» ; et vise à poursuivre la dynamique de développement des projets novateurs dans le domaine agricole à l'échelle nationale. Il y a lieu de rappeler que dans le cadre de la stratégie «Génération Green 2020-2030», une approche d'accompagnement et de mise en œuvre ciblée, intervenant tout au long du cycle des projets agricoles, a été adoptée par le ministère de l'Agriculture, principalement autour de la mise en place de Centres Régionaux des Jeunes Entrepreneurs Agricoles et Agro-alimentaires (CRJEA). Déployés au niveau de chaque région, les CRJEA visent à assurer une meilleure attractivité des jeunes entrepreneurs et Organisations agricoles. Il s'agit d'une plateforme de collaboration avec l'ensemble des partenaires du ministère de l'Agriculture, notamment l'INDH, les CRI, et les banques, avec en tête le Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) qui a lancé, lundi 6 décembre 2021, «Dar Al Moustatmir Al Qaraoui», nouvelle structure d'encouragement à l'entrepreneuriat agricole.■

Transport maritime

Le Maroc entame son 15ème mandat au sein du Conseil de l'OMI

Le Maroc a été réélu au Conseil de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) pour la période 2022-2023, lors de la 32ème Assemblée de l'OMI.

Candidat à l'un des vingt sièges de la Catégorie C du Conseil de l'OMI, le Maroc a pu engranger l'appui de la majorité des Etats membres de l'Organisation, grâce à la mobilisation de l'ensemble de l'appareil diplomatique du Royaume, en coordination avec le ministère du Transport et de la Logistique. Cette réélection, grâce à laquelle le Maroc entamera son 15ème mandat au sein du Conseil de l'OMI, reflète la crédibilité dont jouit la stratégie maritime que met en œuvre le Maroc.



Nation maritime par excellence par sa position géostratégique, sa longue tradition navale et le potentiel maritime que lui offrent ses 3.500 kilomètres de côtes s'étalant sur ses façades maritimes méditerranéenne et atlantique, le Royaume apporte une contribution substantielle à la réalisation du mandat de l'OMI, dont il est membre depuis 1962.

En tant que membre du Conseil, le Maroc poursuivra son action pour la mise en œuvre des objectifs définis dans la stratégie de l'Organisation dans les domaines de la protection de l'environnement, des changements climatiques, de la sécurité et de la sûreté des navires, de l'évolution technique et de la formation des gens de mer. L'Organisation Maritime Internationale est une institution spécialisée des Nations-Unies, chargée d'assurer la sécurité et la sûreté des transports maritimes et de prévenir la pollution des mers par les navires.■

ROYAUME DU MAROC

ANCFCC

Agence Nationale de la Conservation Foncière,
du Cadastre et de la Cartographie

TÉLÉCHARGEZ EN TOUTE QUIÉTUDE VOTRE CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ

Paiement et téléchargement via le portail

www.ancfcc.gov.ma



Pour toute information, Veuillez contacter le 05 30 14 14 14
ou consulter le site : www.ancfcc.gov.ma

Dossier du Sahara

Quand le Polisario suit Alger et rejette «L

Le nouvel émissaire du Secrétaire général des Nations-Unies pour le Sahara, Staffan de Mistura, fait face à une basse manœuvre de la part de l'Algérie et son acolyte le Polisario, avant même qu'il ait entamé sa mission.



Le processus politique onusien pour le règlement du dossier du Sahara est au point mort depuis mai 2019, date à laquelle l'ex-négociateur en Chef de l'ONU, Horst Köhler avait présenté sa mission pour «raisons de santé». Afin de relancer ledit processus, le Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, a nommé un successeur à Köhler, en octobre 2021. Il s'agit de Staffan de Mistura, dont la mission consiste à relancer le processus des pourparlers entre les différentes parties au conflit autour du Sahara, à savoir, le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario. Expert en médiation, le diplomate italo-suédois savait qu'il n'aura pas la tâche facile. Toutefois, il est difficile de faire bouger les choses face aux manigances et volte-face du duo algéro-polisarien.

L'Algérie et le Polisario mettent (encore) des bâtons dans les roues

Dans un entretien diffusé par la télévision publique algérienne, Brahim Ghali (Mohamed Ben Battouche, pour les intimes), a annoncé que le Polisario rejetait les tables rondes des Nations-Unies. Selon lui, ce dossier ne doit pas être examiné par l'ONU mais par l'Union Africaine (UA). Le chef des séparatistes est allé encore plus loin dans son délire, estimant que lesdites Tables rondes doivent se limiter au Maroc et au Polisario, sans la participation de l'Algérie (principale partie prenante à ce conflit artificiel), ni de la Mauritanie. Certains seraient tentés de croire que le Polisario est maître de ses décisions. Or, tout le monde sait que la bande de mercenaires qui composent ce mouvement séparatiste qui ne convainc plus personne au sein de la communauté internationale, reçoit ses ordres directement d'Alger.

La position du Polisario par rapport au processus politique engagé par l'ONU sur le Sahara, n'est pas fortuite.

Le 22 octobre 2021, l'Algérie informait officiellement le Conseil de sécurité, de

Les tables rondes» de l'ONU

sa décision de se retirer des Tables rondes de Genève. «Nous confirmons notre rejet formel et irréversible de ce format dit de Tables rondes, devenu contreproductif», avait déclaré Amar Belani, que le ministre des Affaires étrangères algérien, Ramtane Lamamra, avait pompeusement nommé début septembre 2021, «envoyé spécial chargé de la question du Sahara et des pays du Maghreb». Il s'agissait pour l'Algérie, de se dérober, une énième fois, à ses responsabilités en tant que principale partie au conflit autour du Sahara. Pour justifier sa nouvelle défection, Amar Belani avait allégué le statut d'observateur de l'Algérie dans un conflit qu'elle a elle-même créé.

Le Maroc demeure attaché à la légalité internationale

Convaincu de la justesse de sa cause et conforté par le soutien international grandissant à son intégrité territoriale, le Maroc continue d'appuyer les initiatives et les résolutions émanant des Nations-Unies et du Conseil de sécurité pour parvenir à une solution au conflit du Sahara. Il y a lieu de souligner que la dernière résolution du Conseil de sécurité (2602), adoptée le 29 octobre 2021, a clairement salué le rôle positif et constructif joué dans ce cadre, par le Royaume.

L'engagement du Maroc est complètement à l'opposé de l'attitude d'Alger et son acolyte le Polisario sur le dossier du Sahara. C'est la raison pour laquelle Alger tente, par tous les moyens, d'impliquer l'Union Africaine (UA) dans ce conflit artificiel. Faut-il rappeler que l'Organisation panafricaine a décidé elle-même qu'elle n'est pas habilitée à se saisir du dossier du Sahara. En 2020, lors de son 14ème Sommet, l'Organisation panafricaine avait en effet réaffirmé que le dossier du Sahara relève des prérogatives exclusives de l'Organisation des Nations-Unies. Soulignons enfin, que de hauts dirigeants des instances de l'UA avaient fait la sourde oreille à l'invitation du Chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra qui défend corps et âme, les fantasques revendications indépendantistes du Polisario, d'assister à une réunion à Oran au nord de l'Algérie, au cours de laquelle il comptait inciter le Kenya, le Ghana et le Gabon, actuellement membres non permanents du Conseil de sécurité à défendre les thèses séparatistes du Polisario.

Les trois pays africains n'avaient même pas envoyé leurs ministres des Affaires étrangères à la 8ème conférence sur la paix et la sécurité en Afrique qui s'était tenue le 2 décembre 2021 à Oran, comme l'espérait Lamamra de retour d'une infructueuse tournée africaine qui l'avait conduit entre autres, au Sénégal. La déception du régime algérien a été encore plus grande, en raison de l'absence du Commissaire de l'Union africaine aux Affaires politiques, à la paix et à la sécurité, le nigérian Bankole Adeoye, et du président de la Commission de l'UA, le tchadien Moussa Faki Mahamat, qui connaissent fort bien les intentions malveillantes du régime algérien à l'endroit du Maroc et de son intégrité territoriale. Adeoye avait pourtant effectué une visite, le 16 novembre 2021, au Maroc, où il avait abordé avec le ministre des Affaires étrangères, le ministre délégué chargé de l'Administration de Défense Nationale, et l'inspecteur général des Forces Armées Royales, notamment la réforme du Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Pour la rencontre d'Oran, Bankole Adeoye, s'est contenté d'adresser un message aux participants, lu en son nom par Alhaji Sarjoh, directeur de gestion des conflits auprès de l'Union Africaine.

En refusant de prendre part au futures Tables rondes sur le Sahara, l'Algérie et le Polisario s'en prennent directement à l'Organisation des Nations-Unies, seule habilitée à se saisir du dossier du Sahara.■

Mohcine Lourhzal

Pays du Golfe-Sahara

Soutien réitéré, depuis Riyad, à l'intégrité territoriale du Maroc



Le Conseil suprême du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) a réitéré ses positions et décisions constantes en faveur de la préservation de la sécurité et de la stabilité du Royaume et de son intégrité territoriale. Cette réaffirmation a été exprimée dans la déclaration finale qui a sanctionné les travaux de la 42ème session du Conseil suprême du CCG, qui s'est tenue mardi 14 décembre 2021 à Riyad sous la présidence de l'Arabie Saoudite. La déclaration de clôture, qui a été lue par Nayef Ben Falah Al-Hajraf, Secrétaire général du CCG, a également salué la résolution 2602 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara, adoptée le 29 octobre 2021. Le Conseil suprême du CCG a, d'autre part, souligné l'importance du partenariat stratégique privilégié liant le Conseil de coopération du Golfe et le Maroc. ■

Forces Armées Royales

Le Maroc se voit confier la présidence du «5+5 Défense» 2022

En exécution des Hautes Instructions de SM le Roi Mohammed VI, Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces Armées Royales (FAR), Abdellatif Loudyi, ministre délégué chargé de l'Administration de la Défense nationale, a pris part, à la 17ème réunion des ministres de la défense de l'Initiative «5+5 Défense».



Cette réunion qui s'est tenue le 16 décembre 2021 par visioconférence, sous la présidence de la Mauritanie, a été l'occasion de dresser le bilan des activités de coopération réalisées en 2021 et d'arrêter un plan d'actions pour 2022 de ladite Initiative.

Loudyi a salué, dans son allocution, les efforts consentis par les membres de l'Initiative «5+5 Défense», pour créer et consolider les conditions et l'environnement nécessaires pour le développement des mécanismes de coopération régulière et pragmatique dans de nombreux domaines d'intérêt commun, notamment la surveillance maritime, la sûreté aérienne, la gestion des risques ainsi que la formation et la recherche académique.

Le ministre délégué chargé de l'Administration de la Défense nationale, s'est réjoui aussi de la résilience des pays membres de l'Initiative face aux défis posés, à la communauté internationale, par la pandémie Covid-19, tout en saluant la participation efficace des Services de santé militaire, à travers leurs contributions en termes d'aide sanitaire et logistique, et d'appui apporté aux autorités civiles chargées de lutter contre la propagation de cette pandémie mondiale. Abdeltif Loudyi a, en outre, mis en exergue le rôle du Maroc en tant qu'acteur important de stabilité et de paix, particulièrement dans la région de la Méditerranée occidentale.

Il sied de signaler qu'il a été décidé de confier la présidence de l'Initiative «5+5 Défense» au titre de l'année 2022 (18ème réunion), au Maroc■ **HZ**

1ÈRE APPLICATION SPORT & CULTURE AU MAROC

10 CIRCUITS SPORTIFS INTERACTIFS

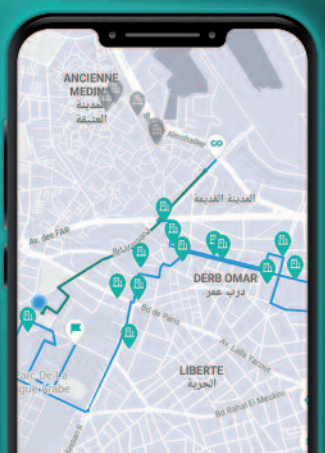
MDJS
LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS

FAIRE GAGNER LE SPORT

Download on the App Store

GET IT ON Google Play





2M

TOUS LES MARDIS ET JEUDIS
À PARTIR DE 19H30

APPLICATION EN TÉLÉCHARGEMENT ICI









Fêtes de fin d'année
Une aubaine pour l'économie ?

La consommation boostée... Sauf si le couvre-feu nocturne revenait

La demande intérieure constitue un facteur déterminant de l'activité économique au Maroc. Certaines périodes de l'année sont propices, plus que d'autres, à la consommation des ménages. Outre les célébrations religieuses, les fêtes civiles comme le Nouvel An grégorien, constituent une aubaine pour l'économie marocaine. En effet, les fêtes de fin d'année constituent une occasion annuelle qui booste nos envies de se faire plaisir et par la même occasion,







répandre une atmosphère de joie autour de soi.

Derrières ces bonnes intentions, les tentations sont fortes pour dépenser. Sous l'influence de nos coups de cœur et des publicités attractives, il devient difficile de résister à la tentation de dépenser durant les fêtes de fin d'année.

Tous les secteurs d'activité, notamment l'agroalimentaire, le prêt à porter et la restauration, connaissent une hausse d'activité durant cette période de l'année, grâce notamment à des offres promotionnelles alléchantes devant lesquelles il est difficile de résister.

Les ménages marocains, toutes classes sociales confondues, voient en les fêtes de fin d'année, une occasion idoine pour se retrouver et se réunir autour d'une bonne table. La plupart des familles marocaines consacrent ainsi une part importante de leur budget aux plaisirs de la bonne chair. Pâtisseries, viandes, poissons…Rien n'est oublié pour faire de ce moment festif (soirée du Nouvel An), un moment inoubliable. Les boulangers-pâtissiers, bouchers et autres commerçants en alimentation, rivalisent pour déployer des initiatives et offres promotionnelles pour attirer un maximum de clients. Certains produits volent la vedette plus que d'autres à l'occasion de ces fêtes de fin d'année. Il s'agit, notamment de la fameuse bûche, particulièrement demandée en cette période de l'année. Idem pour le chocolat dont raffolent les petits comme les grands.

La cuisine traditionnelle marocaine est très présente dans le repas du réveillon, notamment les viandes et le poulet.

Les plus romantiques, profitent de la soirée du Nouvel An pour se rapprocher de leur douce moitié avec des petits gestes romantiques. Certains offrent des bouquets de fleurs, d'autres un parfum. Ceux qui ont les moyens, invitent à un dîner romantique aux chandelles.

Si tout porte à croire que le réveillon du Nouvel An 2022 se déroulera dans une ambiance des plus festives, la menace d'un nouveau couvre-feu nocturne ne serait-ce que dans la nuit du 31 décembre 2021 au 1er janvier 2022, menace de tout chambouler. Certes, le gouvernement semble n'avoir encore rien décidé à ce sujet, misant sur le bon sens et l'esprit de responsabilité des Marocains, mais plusieurs signes montrent que de nouvelles mesures restrictives pourraient être prises. En effet, un grand relâchement est observé depuis plusieurs semaines de la part de certains individus qui n'accordent plus aucun intérêt au port du masque et encore moins au respect de la distanciation physique, ce qui fait planer le risque d'un retour des restrictions. Un tel scénario n'arrange personne, surtout pas les commerçants qui ont enfin pu reprendre leur activité, après de longs mois d'arrêt.

L'économie marocaine a fait face depuis mars 2020 à une situation difficile et complexe. La crise provoquée par le choc du nouveau Coronavirus a été singulière, multicanale et fondamentalement différente des crises précédentes. Elle a altéré le système productif par un double choc d'offre et de demande.

L'économie marocaine peut-elle retrouver son niveau économique d'avant-crise? Tout dépend du degré de responsabilité de la population. A l'heure où ces ligne sont écrites (15 décembre 2021), le Maroc annonçait son premier cas du variant «Omicron». La vigilance est donc de mise, pour éviter de mettre en péril la croissance économique de tout un pays ■

Mohcine Lourhzal

Nouvel An 2022

Covid-19 n'aura pas raison de la joie de vivre des Marocains !

L'arrivée du Nouvel An est un événement universel célébré dans tous les pays du globe. Au Maroc, le passage d'une année grégorienne à l'autre ne passe pas inaperçu.



Ras El Am, Lbounani…Les qualificatifs ne manquent pas chez les Marocains, pour décrire la soirée du réveillon qui se déroule généralement dans une atmosphère de convivialité et de réjouissance, en famille ou entre ami(e)s. L'intérêt qu'accorde la société marocaine à la célébration du Nouvel An trouve son essence dans les principes de tolérance, de pluralisme et de coexistence pacifique auxquels le Royaume demeure attaché. A cela s'ajoute le fait que la quasi-totalité des procédures civiles et administratives, obéissent de nos jours au calendrier grégorien. Il s'agit, selon bon nombre de sociologues, de la principale raison qui motive l'intérêt des citoyens pour le Nouvel An, parfois au détriment de la nouvelle année hégirienne (calendrier musulman).

Une occasion qui mérite d'être fêtée

Plus que quelques jours nous séparent de la soirée du Nouvel An 2022 qui intervient cette année encore, dans un contexte sanitaire national et mondial marqué par la persistance de la pandémie due au nouveau Coronavirus (Covid-19), outre l'apparition de variants tous plus inquiétants les uns que les autres. Le dernier en date qui menace de ramener le monde entier à la case départ dans la lutte contre cette pandémie inédite qui dure depuis presque deux ans maintenant, s'appelle «Omicron». Face à ce nouveau danger, de nombreux pays ont décidé d'annuler les festivités du Nouvel An. Au moment où ces lignes sont écrites (14 décembre 2021), rien n'a encore été décidé à ce sujet, bien que les rumeurs enflent depuis plusieurs jours, sur une éventuelle reconduction du couvre-feu au moins dans la nuit du vendredi 31 décembre 2021 au samedi 1er janvier 2022, pour éviter tout rassemblement pour la soirée du Nouvel An. Un tel brassage de la population pourrait constituer selon beaucoup de scientifiques, un facteur propice à la propagation du Sars-Cov-2. Quelle que soit la décision que prendront les pouvoirs publics, les Marocains sont connus pour cultiver la joie de vivre, même dans les circonstances les plus difficiles, créant une ambiance conviviale avec peu de moyens mais beaucoup d'inventivité. Il faut dire aussi que la pandémie due au nouveau Coronavirus a eu le mérite de rappeler et mettre en évidence l'importance et le rôle de la famille. Aujourd'hui, les Marocains toutes classes confondues sont devenus casaniers, amoureux de la vie domestique. A quelques jours de la soirée du Nouvel An 2022, les familles marocaines, même les plus modestes d'entre-elles, ont entamé les préparatifs pour célébrer cet instant particulier. L'objectif étant de sortir, ne serait-ce que le temps d'une soirée, de ce climat de peur et cette atmosphère maussade qui règnent sur le monde depuis bientôt deux ans. ■

Mohcine Lourhzal

Pâtisseries, viandes, poissons...

Célébrer le Nouvel An est devenu incontournable pour la plupart des familles marocaines. A quelque chose malheur est bon, la pandémie due au nouveau Coronavirus (Covid-19), a fait prendre conscience qu'il était possible de goûter aux petits plaisirs de la vie, en famille.



Au Maroc, le marché est bien achalandé à l'approche des fêtes!

Le réveillon approche à grands pas. A quelques jours de cet événement festif, les Marocains se préparent à fêter, comme il se doit, le passage à la nouvelle année. Si sous d'autres cieux, réveillonner est l'apanage des riches, le Marocain quelle que soit sa classe sociale, peut avec un minimum de dépenses, passer une agréable soirée du Nouvel An en famille ou entre ami(e)s. Effectivement, le marché national ne souffre d'aucune discontinuité dans son approvisionnement. Ceci donne lieu à une offre abondante en denrées alimentaires. Même certains aliments qui étaient luxueux autrefois, sont aujourd'hui à la portée de tous.

Difficile de résister à un bon gâteau

Commençons par les gâteaux qui volent la vedette au reste, à l'occasion du Nouvel An et dont raffolent les petits comme les grands. A l'occasion d'une tournée effectuée dans différentes boulangeries-pâtisseries casablancaises, Le Reporter a constaté qu'elles connaissent déjà une grande affluence, surtout de la part des ménagères qui préfèrent s'y prendre à l'avance et avec minutie, pour un réveillon 100% réussi, entourées des êtres qui leur sont chers. Pour avoir une idée claire sur les produits les plus demandés par le consommateur pour le Nouvel An, nous avons sollicité l'avis d'un caissier qui travaille dans une pâtisserie située sur le boulevard Omar Khyam, non-loin du quartier de l'Oasis. «Nous avons une grande demande cette année, notamment pour les gâteaux glacés et les tartes, sans oublier les pâtisseries 100% locales qui garnissent les tables marocaines lors de différentes occasions et fêtes religieuses», nous a-t-il confié. Notre interlocuteur a précisé que depuis la levée du couvre-feu nocturne et l'amélioration de la situation sanitaire au niveau national, les Marocains (de la classe moyenne) sont plus motivés pour faire des achats malgré les difficultés financières auxquelles ils sont confrontés à cause des répercussions de la crise pandémique.

Les plus modestes ne sont pas en reste

Dans les quartiers populaires, les boulangeries et pâtisseries saisonniers foisonnent à l'approche du Nouvel An et proposent une large sélection de gâteaux à des prix défiant toute concurrence. Non-loin du vieux Souk de Derb Ghallef, au niveau du boulevard Stendhal, le consommateur n'a que l'embarras du choix, car il y a suffisamment de commerces de détail qui présentent toutes sortes de gâteaux, de pâtisseries mais aussi différents types de pain, à la portée de tous. Dans l'une des pâtisseries que Le Reporter a pu visi- ➜







ter, une bûche de taille moyenne se vend entre 30 et 40 dirhams en fonction de sa garniture et de la qualité de la pâte utilisée dans sa préparation. Que ce soit pour célébrer le Nouvel An ou n'importe quelle autre occasion, les plats traditionnels sont toujours au rendez-vous, mariant simplicité et savoir-faire culinaire et gastronomique des femmes marocaines. A l'occasion de la soirée du Nouvel An, les Marocains les plus aisés sortent le grand jeu. Gigot d'agneau, dinde farcie, tagines de viande bien sélectionnée, ou encore la célèbre pastilla traditionnelle au poisson ou au poulet. De quoi ravir les plus gourmands.

Et puis il y a…les indétrônables !

D'autres familles enfin, préfèrent déguster du bon poisson et autres variétés de produits de la mer. Le Marché Central de Casablanca propose toutes sortes de variétés de fruits de mer. Pour les huitres, et ce n'est qu'un exemple, vous avez le choix entre un panier de 25 ou 50 pièces, dont le prix varie respectivement entre 150 et 300 dirhams. Pour les petites bourses, il reste toujours la possibilité de s'en procurer auprès des marchands de détail qui proposent ce coquillage à 6 dirhams la pièce. Ce tarif à l'unité peut varier en fonction du calibre. Idem pour le poisson, disponible en quantités suffisantes sur le marché marocain. Chacun peut s'en procurer selon ses moyens et ses besoins.

Enfin, les familles les plus modestes trouvent dans les médinas et marchés populaires de quoi faire des courses, pour faire plaisir à leurs enfants, à la mesure de leurs moyens. L'important étant d'avoir un bon dîner et quelques petits gâteaux pour suivre les programmes télévisés, riches en divertissements ■

Mohcine Lourhzal
Photos: Soufiane Benkhadra

Promotion, offres spéciales fin d'année
La course aux clients a démarré



Les centres commerciaux et les magasins de vêtements procèdent à des remises attractives destinées à attirer le plus grand nombre de clients, aussi bien ceux qui souhaitent acheter des tenues pour la soirée du Nouvel An, ou ceux qui veulent renouveler leurs garde-robes et qui attendent cette opportunité pour acquérir le meilleur à des prix abordables. Idem pour les parfumeries, les chocolateries et les fleuristes, qui se parent de couleurs, de lumières afin d'attirer les clients qui souhaitent acheter des cadeaux pour leurs proches ou amis, chacun selon ses capacités et ses goûts. Les centres de beauté connaissent également une grande affluence de la part de la gente féminine à l'approche du Nouvel An. Cette année (2021), ces centres proposent des offres et des réductions sur tous les types de soins de la peau, des cheveux et des ongles, ainsi que sur les coupes et teintures de cheveux. ■

Micro-trottoir

Comment les Casablancais se préparent à célébrer le Nouvel An?

Azeddine, cadre bancaire

«Cette année je compte fêter la fin d'année en bonne et due forme. Comme vous le savez, le grand jour approche. C'est pour cela que j'ai fait tous les achats à l'avance. Après une année 2020 et 2021 des plus stressantes à cause de la pandémie, je compte bien profiter de la soirée du Nouvel An 2022 pour décompresser en famille. Je demeure convaincu que l'avenir sera meilleur. Il faut juste garder espoir et ne pas se laisser abattre». ■

Amina, femme au foyer

«Je fais partie de la classe populaire, je veille chaque année à passer un bon réveillon entourée de ma famille. Afin que cette soirée se déroule dans les meilleures conditions, je fais des économies longtemps à l'avance. Je suis quelqu'un qui aime manger. C'est pourquoi je me permets quelques excès alimentaires le temps d'une soirée. Je compte, dans les prochains jours, m'approvisionner en viandes, légumes, poissons entre autres denrées, dans la limite de mon budget». ■

Ayoub, informaticien

«En l'absence de pandémie, je pense que j'aurai voyagé à l'étranger. Le Coronavirus en a décidé autrement cette année encore. Ce sera pour une autre fois. En attendant, je n'ai d'autre choix que de passer le Nouvel An devant la télé. Heureusement que les chaines marocaines proposent des programmes assez sympas à l'occasion de la soirée du réveillon». ■



Frontières fermées, réservations annulées...

La saison touristique est-elle définitivement compromise?

C'est une véritable douche froide à laquelle ont eu droit les professionnels du tourisme au Maroc, suite à la prorogation de la fermeture des frontières nationales jusqu'au moins le 31 décembre 2021.

Pour empêcher l'entrée sur le territoire national, de la nouvelle souche de Covid-19, appelée Omicron, le Royaume joue la carte de la prévention. L'objectif est double. Il s'agit à la fois de protéger la santé des citoyens, tout en préservant les acquis réalisés par le Maroc dans sa lutte contre la pandémie.

Le tourisme interne à la rescousse

Chaque guerre génère des victimes collatérales. En décidant de maintenir les frontières fermées, les pouvoirs publics ont pris une mesure raisonnable de santé publique. Toutefois, le tourisme s'en trouve une nouvelle fois, gravement impacté. Au moment où les professionnels du secteur s'attendaient à une reprise de leur activité après deux années d'arrêt, voilà qu'ils voient leurs espoirs anéantis.

Afin de sortir de ce marasme, les opérateurs touristiques atterrés, misent sur le tourisme interne pour sauver ce qui peut encore l'être. Il est aujourd'hui reconnu que l'offre touristique marocaine ne répond pas à la demande de la clientèle nationale en termes de qualité-prix. La preuve en est que la plupart des Marocains préfèrent se diriger vers des structures dites alternatives, comme les appartements et studios meublées, plutôt que de séjourner dans un établissement hôtelier.

Hassan Boutayeb, expert en tourisme et développement durable, estime que le tourisme interne peut compenser la perte de touristes étrangers si les hôteliers parviennent à satisfaire les attentes de la clientèle marocaine. «Je pense surtout aux Marocains qui voyagent chaque année à l'étranger pour y passer les fêtes de fin d'année. Ceux-là possèdent un pouvoir d'achat conséquent. Il serait donc intéressant de les inciter à voyager à l'intérieur du Royaume. Pour y parvenir, Boutayeb appelle les hôteliers à multiplier les offres promotionnelles, dans le cadre d'une nouvelle stratégie à court et moyen termes.

Avant la pandémie, le tourisme marocain avait le vent en poupe. En 2019, le nombre d'entrées sur le territoire national avait crû de 5,2 %, mais la crise due au nouveau Coronavirus (Covid-19) est venue bousculer un secteur en pleine expansion. Dans une lettre datée du 29 novembre 2021, adressée au Chef du gouvernement Aziz Akhannouch, le président de la Fédération Nationale de l'Industrie Hôtelière (FNIH), Lahcen Zelmat, avait tiré la sonnette d'alarme, expliquant qu'en l'absence de mesures d'accompagnement urgentes, le secteur du tourisme au Maroc, risque l'implosion ■

HZ

Fêtes de fin d'année

Des « actions solidaires » pour apporter

Différentes actions solidaires sont mises en place par plusieurs associations caritatives marocaines afin d'apporter un peu de joie et de chaleur aux plus démunis dans les zones rurales, en cette période de fin d'année.



Au Maroc, le nouvel an est lié à un calendrier qui depuis plusieurs années n'est plus lié à la religion chrétienne. Il reste tout simplement le passage d'une année à l'autre. Mais l'occasion est aussi une aubaine pour l'économie nationale.

En cette période, toutes les devantures des magasins, cafés, restaurants…affichent en effet des messages de vœux, mais aussi des offres de fin d'année. De plus en plus de Marocains préfèrent d'ailleurs profiter de ces offres pour clôturer l'année en beauté, souligne un propriétaire d'un magasin de vêtements à Casablanca.

Le nouvel an c'est l'occasion aussi de se réunir en famille ou entre amis, passer un moment convivial, acheter un gâteau et veiller la soirée devant la télé. Les Marocains ne se privent de rien. Les cadeaux se sont installés comme une incontournable coutume des fins d'années. En tête de liste figurent les bijoux et le chocolat, très prisés en cette période. Les bijoutiers et les chocolatiers n'hésitent pas à casser les prix et proposer des offres promotionnelles pour attirer la clientèle.

A quelques jours du nouvel an, les vitrines sont garnies de différentes sortes de bûches de Noël et de gâteaux offrant ainsi un grand choix à la clientèle touchée par la fièvre acheteuse. Les propriétaires des pâtisseries profitent de l'occasion pour arrondir leurs chiffres d'affaires durant cette période festive.

Seulement, ceci n'est pas une règle générale. Cette année, la consommation ne serait pas boostée, si le couvre-feu nocturne revenait, craint un commerçant à Casablanca. La crise sanitaire et les mesures restrictives pourraient inciter, pour la deuxième année, les citoyens à l'isolement.

En cette fin d'année, la situation sera particulièrement difficile pour les familles pauvres. En cause, la pandémie de Covid-19, qui a créé une véritable déflagration économique et sociale au Maroc. Dés mars 2020, la pauvreté absolue, ne permettant pas de satisfaire aux besoins fondamentaux, a flambé dans le pays, notamment dans les zones rurales, soulignait, en mars 2021, une étude du Haut-commissariat au plan. Son incidence a été multipliée par sept, passant

r un peu de chaleur aux plus démunis...



de 1,7 % à 11,7%

Les associations s'activant dans le domaine social sont, elles-aussi, très inquiètes pour cette année. Pour les familles vulnérables, notamment celles vivant en zones rurales, les signaux de la pauvreté sont tous au rouge à cause de la pandémie et des mesures de protection sanitaire», souligne ce lundi 13 décembre Said, un bénévole dans une association de lutte contre l'exclusion.

Said, qui préfère garder l'anonymat, a également précisé que « les actions solidaires ont été moins nombreuses en 2020 « du fait de l'état d'urgences sanitaires et des mesures restrictives ». Et cette année, affirme notre bénévole, le nombre des opérations solidaires a légèrement augmenté en raison de l'amélioration de la situation sanitaire au royaume. Même si ces opérations restent plus difficiles à organiser en ces temps du nouveau Coronavirus, en particulier dans les zones isolées du pays.

Pour notre interlocuteur, malgré la crise socio-économique qui est très dure pour les populations pauvre de ces régions, il y a néanmoins des éléments d'optimisme. « Il y a de plus en plus de bénévoles qui souhaitent porter mains fortes à des actions solidaires. Ils veulent donner de leur temps et d'agir en faveur des plus démunis de notre pays », se réjouit Said, soulignant qu'il a déjà participé à plusieurs actions solidaires, et qu'il s'apprête à prendre part à une nouvelle caravane solidaire dans le sud du pays.

Les mois de novembre est l'occasion pour toute personne qui le souhaite de collecter des dons pour les plus démunis, précise notre jeune bénévole, expliquant que c'est aussi la période où les associations caritatives ont le plus de besoins de bénévoles pour réchauffer le quotidien des populations souffrant de pauvreté et d'exclusion en cette période.

« Différentes actions solidaires sont mises en place par plusieurs associations caritatives afin de faire un geste pour les populations. Ces associations solidaires s'apprêtent à organiser des caravanes de distribution de vêtements et de denrées alimentaires pour les familles démunies des zones rurales », affirme notre interlocuteur.

Donner ce que l'on peut qu'il s'agisse de vêtements chauds, de nourriture ou de son temps, c'est une bonne manière de se montrer solidaire envers les plus démunis, raconte, non sans fierté ce bénévole de 33 ans. « En cette période d'hiver - qui coïncide aussi avec les fêtes du nouvel an- c'est aussi l'occasion de permettre à ces populations pauvres du monde rurale de se réunir en famille et de passer des moments conviviaux autour de leur mets préférés comme « Herrbel », soupe de blé concassé et de lait entier...etc. Pour le bénévole que je suis, ce sont de bons moments d'apporter un peu de joie et de chaleur aux plus démunis et aux plus isolés», conclut Said■

HZ

Distinction

Naîma Cherii, grand reporter à Le Reporter, reçoit le Grand prix national de la presse

C'est Naïma Cherii, grand reporter à Le Reporter, qui a remporté le Grand prix national de la presse dans la catégorie Presse écrite. Le Grand Prix de la presse 2021 a été remis ce mardi 14 décembre au cours d'une cérémonie à Rabat.





Cette cérémonie, à laquelle ont pris part le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaid, et plusieurs personnalités du monde de la presse, de l'art et de la littérature, a permis de remettre des prix aux femmes et hommes des médias nationaux, dans les différentes catégories de la presse. Ainsi, outre le prix honorifique qui revient à une personnalité pour l'ensemble de son oeuvre, ont été attribués le prix de la télévision, de la radio, de la presse électronique, de l'agence de presse, de la production journalistique amazighe, de la production journalistique hassanie, de la photographie, du journalisme d'investigation. Alors que celui de la caricature n'a pas été attribué pour la 3ème année consécutive.

«Danger: Ce vol de barques, une menace pour la sécurité !», c'est le titre de l'enquête de Naîma Cherii, grand reporter de l'hebdomadaire Le Reporter, qui a décroché le Grand Prix de la presse écrite 2021.

Notre grand reporter s'est déjà vu décerner plusieurs prix, dont le premier Prix du concours journaliste de Tunis 2020. Elle a été récompensée pour son reportage réalisé à M'diq et intitulé «M'diq-Maroc: Quand les changements climatiques chassent la sardine», en octobre 2020. Elle est également lauréate du Prix «Hassan II pour l'environnement», en 2018 pour son enquête réalisée dans la région de Tinghir «Mine de Tiouite - À Iknioune, l'or pollue l'eau !».

Naîma Cherii s'est aussi vu décerner le 2ème Prix marocain du journalisme d'investigation, organisé par «Free Press unlimited», en partenariat avec le Centre Ibnou Rochd, en 2013.

Pour rappel, Le jury de la 19ème édition du Grand prix national de la presse était composé de Jamila Chadli, rédactrice en chef centrale à la chaîne 2M, Mokhtar Laghzioui, directeur de publication du quotidien "Al Ahdat Al Maghribia", Ali Khella, directeur de production et programmation à la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT) et de Samir Hilal, rédacteur en chef et chef de la division multilingue à l'Agence Marocaine de Presse (MAP). Il comprenait aussi Nadia Mehidi, professeur à l'Institut Supérieur de l'Information et la Communication (ISIC), Abdelhakim Badii, directeur de publication au quotidien "Annahar Al Maghribia", Mohamed Bedari, directeur-adjoint à la direction de l'information de la première chaîne, Jihan Elktioui, journaliste au quotidien "Les Inspirations Eco", Rahal Boubrik, professeur à l'Institut des Études Africaines (IEA) et Abdelhak Adimi, journaliste au quotidien "Rissalat Al Oumma"■

HZ

El Mehdi Limina: «Je crains que le scénario de l'ancienne décharge se répète dans la nouvelle»

Alors que l'ancienne décharge de Médiouna a été fermée, il y a deux semaines, pour laisser la place à la nouvelle décharge contrôlée qui s'étend sur 35 hectares, des militants environnementaux appellent les responsables de la ville de Casablanca à prendre toutes les mesures pour entamer le chantier de la réhabilitation de l'ancienne décharge.



L'état de cette zone de l'ancienne décharge de Médiouna et ses conséquences sur l'environnement écœure notre militant El Mehdi Limina, coordinateur de la coalition associative pour la protection de l'environnement: «Il faut savoir que l'étendue de la pollution est très grand, on trouve des montagnes d'anciennes ordures ménagères, des déchets du BTP et des déchets industriels». Jusque là, aucune solution n'a été trouvée pour réparer les dégâts, mais maintenant qu'un nouveau dépotoir voit le jour, la mairie de Casablanca doit faire de ce dossier une des priorités, insiste ce militant associatif.

«Les responsables de la ville doivent assumer leurs devoirs vis à vis des futurs générations. Ils doivent être autour de la table pour trouver des solutions et de l'argent pour dépolluer le site, mais également trouver des moyens techniques», souligne cet associatif, qui se dit préoccupé sur le devenir de l'ancien dépotoir qui pose toujours problème à cause des dangers qu'il représente pour la santé des riverains.

Normalement, dit Limina, on devait fermer cette décharge depuis plus de dix ans. Mais maintenant que la décision est prise, ce qui est demandé c'est surtout de savoir comment on va réhabiliter cette décharge, poursuit notre militant associatif. «On veut savoir quel sera le devenir de l'ancienne décharge pour qu'elle ne continue plus de constituer un point noir pour son environnement. Car il y a toujours des odeurs nauséabondes qui arrivent jusqu'aux quartiers de Sidi Othmane et Sbata. Sans compter la pollution du sous sol avec l'accumulation des lixivias», explique le coordinateur de la coalition. Et de poursuivre: «Des montagnes de déchets, en cas d'effondrement, vont émettre un taux phénoménal de méthane capable de provoquer le pire. Les populations ne supportent plus de vivre à proximité de ce désastre écologique qui menace les habitants de Médiouna et les communes avoisinantes».

L'ancienne décharge de Médiouna, l'un des dossiers les plus épineux de la région, sera-t-elle sondée pour savoir ce qu'elle contient? Fera-t-elle l'objet d'un diagnostic quant à son éventuel impact sur l'environnement? Ou sera-t-elle restée en l'état? La mairie semble opter pour la réalisation d'un projet de végétalisation de l'ancienne décharge publique.

Pour les militants environnementaux, la présence de végétaux ne doit pas faire oublier ce qui dort dans cette décharge, depuis plus d'une trentaine d'années, comme déchets de l'électroménager, des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) -qui contiennent des composants dangereux pour l'environnement- ou encore plastiques et débris de démolition.

Ceci étant, le projet ne figurerait pas encore à l'agenda de la mairie. En tout cas, selon une source au Conseil de la ville, l'agenda est désormais le suivi du démarrage de la nouvelle décharge, laquelle a récemment été inaugurée en présence de Nabila Rmili, maire de Casablanca et de plusieurs responsables de la région.

La nouvelle décharge contrôlée de Médiouna qui s'étend sur 35 hectares est équipée d'un casier d'enfouissement sur 11 hectares. Le nouveau site va accueillir, chaque jour, plus de 4.000 tonnes de déchets qui proviennent de dix communes avoisinantes dont Médiouna, Mejjatia, Tit Mellil, Dar Bouazza et Bouskoura.

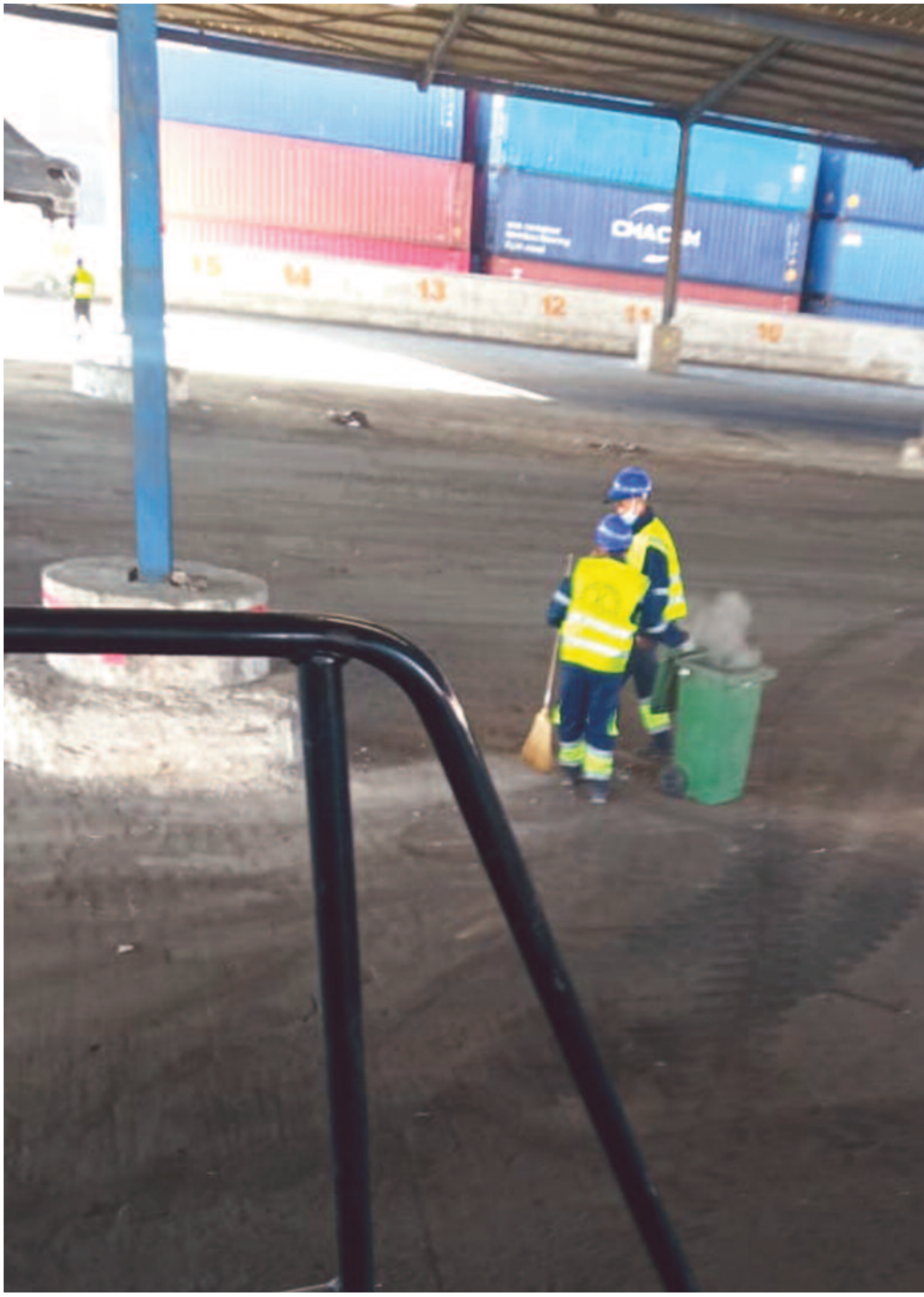
Pour El Mehdi Limina, la crainte, c'est que le scénario de l'ancienne décharge se répète. «La nouvelle décharge est temporaire. Elle desservira la région pour une durée de trois ans seulement. C'est une durée très courte. Notre grande préoccupation c'est que le même scénario de Médiouna se reproduise dans cette nouvelle décharge. C'est-à-dire que la durée du contrat dépasse trois ans. Ce qui veut dire que nous pourrions revivre la même situation, surtout que la société qui gère le nouveau dépotoir n'est autre que celle qui gérait l'ancienne décharge», lance notre associatif. Avant de conclure: «d'ici deux ans et demi, la mairie doit réfléchir à des solutions pour mettre en place un dépotoir avec les normes requises au niveau international». ■

N Cherii

Port de Casablanca

Mais que se passe-t-il donc dan

Lundi 13 décembre, l'activité était à l'arrêt au port de Casablanca dans la zone gérée par Somaport, filiale du Groupe CMA CGM. Pourquoi ce blocage et pourquoi a-t-il nécessité l'intervention des autorités ? Enquête expresse.



Le bras de fer entre la société Somaport, deuxième société de manutention au port de Casablanca, et les dockers a connu ce lundi 13 décembre un nouvel épisode avec une grève surprise lundi matin dans ce port, le plus grand du Maroc, qui représente 50% du PNB national.

Le terminal polyvalent est resté paralysé par les 600 dockers qui, pendant plus de quatre heures, n'ont mené aucune activité dans cette zone du port où l'activité était complètement à l'arrêt, à partir de 7 heures du matin.

Selon nos sources syndicales, ce blocage a perturbé les déchargements au niveau de ce terminal géré par Somaport, filiale du Groupe CMA CGM, lequel est propriétaire à 100% d'un terminal de Casablanca via cette société.

Jusqu'à 11 heures 35 du matin, trois navires attendaient toujours sur le quai dédié aux marchandises de pouvoir être déchargés, souffle une source portuaire. Un site délicat qui reçoit des matières sensibles et dangereuses, précise notre source, ajoutant que ce lundi 13 décembre, un des trois navires, qui attendaient leur déchargement, transportait des ammonitrates, matière qui présentait un danger pour le site.

Ce blocage ne devait donc pas durer longtemps, tenait à souligner notre source.

Un syndicaliste indique que les contestataires sont soutenus par le syndicat des ouvriers et des cadres de Somaport, affilié à l'UMT, qui dit-il, a exposé le problème aux autorités.

Selon notre source, l'intervention des autorités portuaires a finalement permis de débloquer la situation et «d'assurer la continuité territoriale par le déchargement des navires à quai». Le blocage a été levé ce même lundi aux alentours de 11h35, pour laisser une der-

ns la zone gérée par Somaport ?



nière chance aux tractations, commente notre syndicaliste à l'UMT.

Retour à la précarité pour les dockers? Mais que se passe-t-il dans la zone gérée par Somaport ? A l'origine de ce mouvement de colère des dockers: l'arrivée d'une nouvelle société sur la place. Selon nos syndicalistes à l'UMT, Somaport a récemment engagé les employés d'une société nouvelle: Kanban logistique, une entreprise spécialisée dans le transport, la logistique, le chargement et le déchargement.

Les mêmes sources soutiennent que la direction envisagerait de mettre à l'ordre du jour des salariés occasionnels sur les quais. Une possibilité qui, pour les dockers, est synonyme de retour à la précarité pour ces derniers. Selon nos syndicalistes, cela viendrait casser les accords conclus entre la société et les dockers.

«La direction prétend qu'il s'agit d'une société de balayage. Mais l'entreprise engagée est une société de chargement et de déchargement», lance un des ouvriers. Il ajoute, «En ce qui nous concerne, on respecte nos engagements et on ne voit pas pourquoi la direction, elle, ne respecte pas ses engagements avec l'Etat marocain. Avec l'arrivée de cette entreprise, c'est notre travail qui est menacé. Si ça continue, il n'y aura plus de dockers».

Les dockers expriment aussi leur exacerbation contre les conditions de travail dans la zone gérée par Somaport et réclament aux responsables du groupe CMA CGM, basé à Marseille en France, de dépêcher sur les lieux une commission d'enquête. «On nous demande de travailler plus de 12 heures par jour, de lundi à dimanche, et dans des conditions très précaires. Mais sans aucune augmentation de salaire ni entretien des équipements, notamment les grues et les chariots élévateurs», critiquent nos syndicalistes, qui déplorent aussi le non respect par la direction des accords conclus avec les dockers. Notamment en ce qui concerne le point relatif au recrutement des fils des salariés retraités ou décédés.

L'avis de la direction…

Malgré nos appels téléphoniques, les responsables de Somaport sont restés injoignables. Mais dans une note générale, dont Le Reporter détient copie, il est souligné que suite à l'autorisation de l'ANP, la direction a évoqué, lors de la réunion entre la direction et le syndicat, mardi 7 décembre, les projets de sous-traitance de pointage/contrôle des marchandises et visite douane. Les personnels utilisés dans ce cadre seront également choisis en majorité parmi les fils des salariés retraités ou décédés si les compétences le permettent, lit-on dans cette même note■

Naîma Cherii

De 1090 dockers, il ne reste que 600 !

A travers sa filiale Terminal Link, le Groupe français CMA CGM, spécialisé dans le transport maritime et de la logistique et basé à Marseille, est propriétaire à 100% d'un terminal de Casablanca via la société Somaport. Premier opérateur portuaire privé de ce port, cette société gère un terminal conteneur, qui assure un volume annuel d'environ 300.000 EVP, et un terminal polyvalent de plus d'1 million d'unités payantes. A noter enfin que Somaport a récupéré pratiquement tout le personnel des sociétés de manutention qui opéraient dans le port de Casablanca. L'entreprise a hérité de quelque 1090 dockers, dont il ne reste aujourd'hui que 600, selon un membre du syndicat des ouvriers et des cadres de Somaport, affilié à l'UMT■

Mission annuelle d'évaluation

Ce que dit le FMI de l'économie du

Le Chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour le Maroc, Roberto Cardarelli, a présenté les principales conclusions de la mission annuelle conduite par les services du FMI au Maroc, ce mois de décembre (2021), pour évaluer la politique et les perspectives économiques du pays. Ses conclusions et recommandations.



Roberto Cardarelli

C'est lors d'une conférence de presse (en visio-conférence) que le Chef de mission du FMI pour le Maroc, Roberto Cardarelli, a présenté ses conclusions, vendredi 10 décembre (2021), au terme de la mission annuelle conduite au Maroc par le FMI.

Roberto Cardarelli a ainsi déclaré que le FMI prévoyait une croissance, au Maroc, de 6,3% en 2021 et de 3% en 2022.

En ce qui concerne 2021, «le produit intérieur brut (PIB) du Maroc devrait afficher une croissance de 6,3% en 2021, l'un des taux les plus élevés dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord», a indiqué le Chef de mission du FMI.

Expliquant: «Après une contraction de 6,3 % en 2020, le PIB devrait croître de 6,3 % en 2021, l'un des taux les plus élevés dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Grâce à une campagne de vaccination particulièrement efficace et à la riposte rapide des autorités, la crise sanitaire a été maîtrisée et l'économie marocaine se redresse», avant de noter que l'économie marocaine a regagné quasiment le terrain perdu lors de la grave récession mondiale de 2020.

Une performance, a-t-il détaillé qui s'explique par le maintien des mesures de relance budgétaire et monétaire, par la bonne performance des principaux secteurs exportateurs, par le dynamisme des transferts des Marocains résidant à l'étranger, ainsi que par la récolte exceptionnelle qui a succédé à deux années de sécheresse.

Côté perspectives de la croissance, le Fonds monétaire international pour le Maroc, tempère ses prévisions, mais reste optimiste, tout en faisant part de ses recommandations.

Roberto Cardarelli a ainsi déclaré que les réformes structurelles proposées dans le cadre du Nouveau modèle de développement (NMD) sont susceptibles de placer le Maroc sur une trajectoire de croissance plus forte, plus inclusive et plus durable.

«Les services du FMI saluent la détermination des autorités à mettre en œuvre les réformes structurelles proposées dans le cadre du Nouveau modèle de développement», a-t-il fait savoir.

Et de détailler ce satisfecit: «En plus des réformes en cours dans les domaines de la protection sociale, des entreprises publiques et du système éducatif, les réformes préconisées par le Nouveau modèle de développement permettraient d'améliorer la concurrence, de renforcer la compétitivité du pays, d'encourager la croissance de l'économie formelle, et d'inspirer davantage confiance dans le secteur public et le système judiciaire».

Cependant, a noté R. Cardarelli, accompagnant le satisfecit de recommandations, compte tenu de l'ampleur des financements que ces réformes nécessitent, l'horizon temporel peu maitrisé de leurs effets sur la production potentielle, et l'espace budgétaire restreint dont disposent les autorités, il importe que ces dernières définissent et échelonnent soigneusement les réformes prioritaires, en s'appuyant sur un plan de finance-

u Maroc

ment adéquat et en inscrivant leur action dans un cadre macroéconomique stable et cohérent.
S'arrêtant sur les prévisions de la croissance économique au Maroc, Roberto Cardarelli a longuement expliqué les prévisions du FMI.
«La reprise économique devrait se poursuivre au cours des prochaines années, malgré les séquelles de la pandémie», a-t-il estimé, ajoutant que la croissance économique devrait s'établir autour de 3% en 2022, compte tenu de l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne et d'une poursuite de la reprise des activités non agricoles. Et d'analyser: les récentes tensions inflationnistes restent maîtrisées et devraient s'estomper à moyen terme, à mesure que diminueront les pressions sur les coûts de production provoquées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale.
Pour ce qui est du déficit courant, R. Cardarelli a relevé qu'il devrait remonter cette année, après avoir fortement baissé l'an dernier, à un niveau plus proche de celui d'avant la crise ; et se stabiliser à moyen terme autour de 3,5% du produit intérieur brut (PIB).
S'agissant des réserves de change, le Chef de mission du FMI a souligné qu'elles ressortent renforcées de la pandémie. Puis de soutenir: «Bien que ces perspectives demeurent marquées par des incertitudes, liées notamment à l'évolution de la pandémie qui constitue la principale source de risque, des réformes structurelles efficaces et rapides devraient accélérer la croissance à moyen terme». Poursuivant: «En 2021, avec une réduction du déficit de près de 1% du PIB par rapport à l'année 2020, l'orientation de la politique budgétaire est restée expansionniste, caractérisée par un accroissement des dépenses courantes (dû à l'augmentation de la masse salariale et de la charge de la compensation), plus important que la progression des recettes fiscales qui a accompagné la reprise économique». Avant de conclure: «Pour renforcer la résilience et disposer de plus grandes marges de manœuvre budgétaires afin de faire face à de futurs chocs, les autorités marocaines devraient réduire davantage le déficit budgétaire global, et rapprocher, à moyen terme, le ratio dette sur PIB de son niveau d'avant la pandémie».
Pour y parvenir, les autorités devront élargir l'assiette fiscale et en accroître la progressivité, conformément aux principes énoncés dans la loi-cadre, et poursuivre les efforts de rationalisation et d'optimisation de la dépense publique, a suggéré R. Cardarelli.
Depuis 2012, le Maroc a conclu avec le FMI quatre accords successifs au titre de la ligne de précaution et de liquidité (LPL). Le 7 avril 2020, les autorités marocaines ont procédé au tirage de toutes les ressources disponibles (environ 3 milliards de dollars) dans le cadre de l'accord au titre de la LPL, afin de pouvoir faire face au choc sans précédent que constitue la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).
Depuis lors, les autorités ont remboursé 651 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) au mois de janvier, après s'être tournées vers les marchés financiers internationaux.
Cela étant, les autorités et les services du FMI maintiennent un dialogue étroit.■

Les banques marocaines ont bien résisté à la crise de Covid-19



Rendant compte de l'évaluation de l'économie marocaine par le FMI, le Chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour le Maroc, Roberto Cardarelli, a indiqué que les banques marocaines ont bien résisté à la crise sanitaire du nouveau coronavirus (Covid-19). Et ce, grâce à la rapidité et à l'ampleur de l'appui que leur a apporté Bank Al-Maghrib (BAM).
Les services du FMI, a-t-il poursuivi, saluent la décision de la Banque Centrale de mettre fin à la plupart des mesures prudentielles adoptées pour soutenir le secteur bancaire au cours de la pandémie.
«BAM a laissé son taux directeur inchangé et a maintenu les mesures de soutien à la liquidité», a rappelé R. Cardarelli, relevant que les services du FMI sont favorables à cette orientation monétaire accommodante, surtout que les pressions inflationnistes restent contenues et les anticipations d'inflation bien ancrées ; et ajoutant que: «La récente appréciation du taux de change et l'incertitude quant au caractère transitoire ou durable de ces pressions inflationnistes offrent l'occasion aux autorités d'accélérer la transition vers un régime de ciblage de l'inflation».
Poursuivant ses recommandations, le Chef de mission du FMI a estimé que la Banque Centrale devra continuer à veiller à ce que les banques continuent de constituer des provisions pour créances douteuses, tout en accélérant, avec les autorités concernées, le lancement des réformes pour la création d'un marché secondaire des créances en souffrance. Par ailleurs, les autorités devraient parachever le projet de réforme légale visant à se doter d'un cadre plus solide en matière de résolution bancaire, a-t-il conclu. ■

Économie informelle

Le CESE présente une stratégie de résorptio

Le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Réda Chami a appelé, lundi 13 décembre à Rabat, à la mise en place d'une stratégie intégrée de résorption de l'informel au Maroc.



Ahmed Réda Chami

L'objectif de cette stratégie est de ramener progressivement le poids de l'emploi informel dans l'emploi total à environ 20%, une moyenne proche du groupe de pays développés, a dit R. Chami, lors d'un séminaire organisé par la Chambre des Conseillers et le CESE, consacré à deux rapports élaborés par le Conseil dans le cadre d'une auto-saisine, sous les titres «Une approche intégrée pour limiter le poids de l'économie informelle au Maroc» et «l'intégration économique et sociale des marchands ambulants».

Pour Chami, l'objectif de 20% concerne surtout les activités de subsistance et les unités de production informelles à capacités limitées. L'objectif de tolérance zéro serait, lui, appliqué aux activités illicites, souterraines et celles relevant de l'informel concurrentiel.

Le président du CESE estime que c'est l'informel «hors subsistance» qui constitue la véritable menace pour le Maroc. Comme la contrebande, les activités souterraines des entreprises présumées «formelles» (sous-déclaration du chiffre d'affaires, des employés, etc.). Ou bien l'informel «concurrentiel», c'est-à-dire l'informel où les opérateurs se soustraient délibérément à leurs obligations, alors qu'ils disposent des ressources et des structures nécessaires pour s'en acquitter.

Reda Chami reconnaît que les pouvoirs publics ont lancé plusieurs programmes pour l'intégration du secteur informel, mais les impacts de ces actions restent limités, pour plusieurs raisons… Par exemple, un niveau de qualification insuffisant, lequel exclut de nombreux actifs de l'économie formelle, des entraves réglementaires, un difficile accès au financement et au marché, etc.

Le Président du CESE a expliqué que l'informel permet, certes, à de larges franges de la population de subsister et d'échapper au chômage, mais en même temps, il favorise la précarité sur le marché de l'emploi, exerce une concurrence déloyale sur les entreprises formelles et pénalise l'économie nationale, avec un manque à gagner très significatif en matière de recettes fiscales.

Il a ainsi exposé près d'une douzaine de mesures phares pour la résorption de l'informel, tirées des deux rapports produits en auto-saisine.

Voici, très exactement, le 11 mesures phares que recommande le CESE.

Selon lui, il faut…

1- Établir des bases de références par secteur et localité afin de donner un cadre objectif d'estimation et de contrôle de l'activité des entreprises et des chiffres.

2- Supprimer les barrières réglementaires et administratives en procédant à la refonte des textes obsolètes ou inapplicables qui entravent le passage au formel et en améliorant l'attractivité du statut de l'auto-entrepreneur. Il est proposé pour ce type d'entrepreneuriat d'élever le seuil de chiffre d'affaires annuel maximal et d'autoriser le recrutement d'un maximum de 2 ou 3 salariés.

3- Appuyer la création d'associations pour les professions exercées dans un cadre informel, puis leur regroupement

on de l'informel

en fédérations sectorielles, pour assurer une meilleure représentation des professionnels de l'informel et faciliter leur conversion au formel.
4- Prévoir des zones d'activités économiques et zones industrielles offrant des locaux aménagés, en mode location, avec un loyer et des superficies adaptés aux besoins des micro-unités.
5. Adapter, diversifier et faciliter l'accès aux moyens de financement. Notamment, en élargissant la liste des objectifs visés par le Fonds Mohammed VI pour l'investissement, à celui du financement du processus d'intégration de l'économie informelle ; et en proposant des offres de financement à des conditions plus avantageuses au profit des jeunes et femmes souhaitant passer au formel.
6- Renforcer l'offre d'accompagnement en conseil et assistance en offrant des prestations adaptées, pour l'orientation des différents entrepreneurs informels souhaitant initier leur intégration et en garantissant un accompagnement de bout en bout pour les entrepreneurs souhaitant migrer vers le statut de SARL.
7- Mettre en place une bourse de la co-traitance pour encourager les soumissions groupées des auto-entrepreneurs et micro-entreprises aux marchés publics ; et distinguer, au niveau de la commande publique, la part minimale de marchés à dédier aux auto-entrepreneurs et aux coopératives de celle accordée aux PME.
8- Réviser le mécanisme de la Contribution Professionnelle Unique et des droits complémentaires d'accès à la protection sociale, de façon à indexer directement la cotisation à la capacité de paiement de chacun (autrement dit, instaurer plus de progressivité).
9- Renforcer la maîtrise de la traçabilité des transactions commerciales à travers la facturation électronique et la centralisation de la numérotation des factures en y intégrant l'ICE-client pour les cas applicables.
10- Oeuvrer à une interconnexion plus poussée entre les bases de données des services des douanes, des impôts, de la CNSS et de l'Office des Changes, pour une détection efficace des sous-déclarations de marchandises, de chiffre d'affaires et de salariés.
11- Renforcer les contrôles et les inspections à différents niveaux (inspection du travail, CNSS, contrôle de conformité technique, etc.) en veillant à ce que le niveau des sanctions soit suffisamment dissuasif et proportionnel à la gravité du délit■

IS

L'informel. Ce qu'en dit le Président de la Chambre des Conseillers, Naama Mayara

Naama Mayara a rappelé que l'économie informelle est un phénomène universel qui pèse sur la macroéconomie, ajoutant que l'Organisation internationale du Travail (OIT) définit l'économie informelle comme «l'ensemble des activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui, en droit ou dans la pratique, ne sont pas couverts par des dispositions formelles, ou sont insuffisamment protégés».
Au niveau national, N. Mayara a rappelé les conclusions et recommandations d'une étude publiée par Bank Al-Maghrib (BAM) en 2018, qui révèle que l'informel présente trois périodes d'évolution distinctes. Il s'agit de la période 1988-1998 où l'économie informelle stagne quasiment à environ 40% du PIB, de celle 1999-2008 marquée par une diminution de l'informel à 32-34% du PIB et de la période 2009-2018 caractérisée par la poursuite de la tendance baissière, mais à un rythme plus modéré pour atteindre un niveau juste en-dessous de 30% du PIB.
Et le Président de la Chambre des Conseillers de souligner que si cette étude souligne que les stratégies mises en œuvre pour améliorer l'environnement institutionnel, économique et financier ont contribué à réduire la taille de l'économie informelle, elle insiste, parallèlement, sur la nécessité de réformes structurelles supplémentaires. Notamment celles liées à l'éducation, au système judiciaire, à la politique fiscale et au marché du travail, compte tenu du fait qu'aucune politique unique ou isolée ne peut conduire à une diminution significative du poids de l'informel, a encore rappelé N. Mayara.■


Naama Mayara

Budgétisation Sensible au Genre

Et de deux pour la campagne «Financer l'Égalité» !



La deuxième édition de la campagne de sensibilisation «Financer l'Égalité» sur la Budgétisation Sensible au Genre, au Maroc, a été lancée le 14 décembre (2021) sous le slogan «Mobilisons des budgets pour une société plus égalitaire».

Le Centre d'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG), avec l'appui de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), lance la deuxième édition de la campagne digitale «Financer l'égalité» pour sensibiliser et informer le grand public sur le rôle primordial de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans la réduction des inégalités de genre.

Pour concrétiser les engagements en faveur du respect des droits humains et de l'égalité femme-homme, pris depuis le début des années 2000, le Maroc s'est engagé dans le chantier de la mise en œuvre de la Budgétisation Sensible au Genre. Cette approche stratégique vise la réduction des inégalités femmes-hommes à travers l'intégration de la perspective de genre dans le processus de programmation budgétaire. Ainsi, en assurant une répartition plus équitable des ressources publiques et en promouvant des politiques visant la réduction des inégalités de genre, la BSG fait des finances publiques un outil privilégié pour atteindre l'égalité femmes-hommes.

Institutionnalisée dans le cadre de la Loi Organique relative à la loi de finances de 2015, la BSG est un chantier coordonné par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers le Centre d'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG), créé en 2013 au sein du Ministère. Le CE-BSG, en tant que plateforme d'expertise, de gestion de connaissance et de formation, appuie les départements ministériels et l'ensemble des acteurs des finances publiques pour une meilleure prise en compte du genre.

Afin de sensibiliser et d'informer les citoyens et les citoyennes, ainsi que l'ensemble des acteurs nationaux sur la démarche de BSG et l'enjeu fondamental que représentent les finances publiques pour atteindre l'égalité, le CE-BSG lance donc, le 14 décembre 2021, cette deuxième édition de la campagne digitale «Financer l'Egalité», dans le contexte de l'adoption du projet de Loi de Finances 2022 au Parlement. Sous le slogan «Mobilisons des budgets pour une société plus égalitaire», cette campagne sera diffusée sur les réseaux sociaux sous forme de visuels thématiques et d'un quizz interactif afin d'inviter les internautes à réagir et s'informer sur la BSG et la prise en compte du genre dans les politiques et les budgets publics.

La campagne s'inscrit dans le cadre du programme «Financer l'Égalité: renforcer la BSG au Maroc» mis en œuvre en partenariat avec ONU Femmes, l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement (AFD). Et ce, dans une perspective pilote de coordination renforcée entre les différents partenaires pour augmenter l'impact des politiques publiques d'afin d'avancer l'égalité de genre■

Intermédiaires d'assurance

L'ACAPS remet 60 certificats «E-Wassit Taamine»

L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) a remis des certificats à 60 intermédiaires d'assurance dont elle a validé les cursus de formation en e-learning «E-Wassit Taamine». Un programme qui vise à renforcer les compétences dans le secteur des assurances.



C'est l'ACAPS qui le fait savoir sur son site Web. «Un total de 64 intermédiaires d'assurance ont validé leur cursus de formation en e-learning E-Wassit Taamine, à la date du 2 décembre 2021, dont 60 ont récemment reçu leurs certificats» lors d'une cérémonie organisée par l'ACAPS», peut-on y lire.

Le programme de formation en question, lancé le 25 janvier 2021 par l'ACAPS en partenariat avec l'Université Internationale de Rabat (UIR), est composé de six modules qui, explique l'Autorité de contrôle, visent à renforcer les compétences des intermédiaires.

Il s'agit de l'environnement et la réglementation, l'intermédiation, l'assurance de choses, l'assurance de responsabilité, l'assurance de personnes et l'assurance Takaful.

Pourquoi E-Wassit Taamine ? Convaincue que le développement du secteur des assurances et la protection des assurés ne peuvent se faire sans le développement de l'intermédiation en assurances, l'ACAPS a développé ce programme de formation qui couvre toutes les compétences théoriques et pratiques dont l'intermédiaire a besoin pour suivre les évolutions du secteur des assurances.

L'ACAPS souligne que 1.249 intermédiaires d'assurance sont inscrits sur la plateforme «E-Wassit Taamine». Soit environ 59,48% de la population totale ciblée (2.100 intermédiaires).■

Assurance participative

L'ACAPS délivre trois agréments pour l'assurance Takaful



L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), qui a tenu vendredi 10 décembre (2021) son 22ème Conseil, a octroyé trois agréments permettant de pratiquer des opérations d'assurance Takaful.

L'information a été publiée sur le site web de l'Autorité de contrôle.

L'ACAPS souligne qu'il est prévu que d'autres demandes soient examinées dès leur réception. ■



Entreprises

Attijariwafa bank lance la solution «Attijari Ebics»

Attijariwafa bank, à travers son Pôle Corporate and Investment Banking, lance une offre en direction des entreprises, Attijari Ebics, qui propose deux modules «Reporting» et «Transactions».

Le Pôle Corporate and Investment Banking d'Attijariwafa bank a en effet annoncé le lancement d'Attijari Ebics, un service via lequel la banque complète son offre digitale à destination des entreprises. Attijari Ebics est une solution basée sur une connexion intégrée et hautement sécurisée entre les systèmes d'information des entreprises et celui de la banque pour recevoir des fichiers de reporting et transmettre des opérations de paiement ou d'encaissement.

Afin de répondre aux besoins de ses clients souhaitant s'inscrire dans une digitalisation complète de leurs échanges, Attijariwafa bank leur offre la possibilité à travers ce service, de transmettre leurs opérations via le protocole EBICS et la validation en ligne sur les portails e-banking attijarientreprises.com et attijariCIB.com, en respectant la matrice des signataires paramétrée à cet effet.

Adnane Driouech, Responsable Cash Management Corporate et International au sein d'Attijariwafa bank, explique: «Pour nos clients, cette solution permet un allègement notable de leurs tâches administratives liées aux rapprochements bancaires et une meilleure maîtrise des risques commerciaux, grâce à une information rapide et fiable sur les encaissements, les décaissements et les impayés du jour».

Concrètement, Attijari Ebics permet, à travers ses deux modules «Reporting» et «Transactions», une intégration automatique des relevés bancaires dans les logiciels de gestion de trésorerie de ses clients ; et une transmission intégrée depuis ces logiciels, des fichiers de paiement des salaires et des fournisseurs, ou encore des prélèvements automatiques.

Cette nouvelle solution d'Attijariwafa bank est une offre de télétransmission qui répond également aux attentes des clients qui utilisaient l'ancien protocole d'échanges ETEBAC 3, avec une plus grande sécurisation des flux de données.

Les opérations transitant via Attijari Ebics sont ainsi chiffrées et peuvent être opérées sous différents formats, reconnus par les systèmes d'information et de rapprochement comptable de référence, aussi bien au niveau local qu'international !

Attijari Ebics permet ainsi à ses utilisateurs un gain de temps considérable, en leur garantissant des échanges de flux rapides et fluides, ainsi qu'une protection optimale de leurs données bancaires.■

Education financière

Le Groupe BCP et la FMEF signent une convention de partenariat

Le groupe BCP a procédé, le 15 décembre 2021 à Rabat, à la signature d'une convention de partenariat avec la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF). Cet organisme à but non lucratif, qui relève de Bank Al-Maghrib, promeut l'éducation et l'inclusion financières de la population.



L'opérationnalisation de la convention impliquera, à l'échelle nationale, la Banque Populaire et deux de ses filiales: la Fondation Attawfiq Micro-finance (AMF), qui propose à ses clients une vaste gamme de micro-crédits ayant notamment pour finalité le financement d'Activités Génératrices de Revenus ; et la Fondation Création d'Entreprises(FCE), qui accompagne gracieusement, au quotidien, les porteurs de projets de création d'entreprises afin de les transformer en entreprises pérennes, génératrices de valeur ajoutée pour l'économie nationale.

Cette convention a plusieurs objectifs. Avec la consolidation du partenariat historique entre le groupe BCP et la FMEF concernant l'éducation financière, il s'agit de donner au grand public les clés d'une saine gestion de ses actifs financiers au quotidien, en vue de son «empowerment» et de son intégration dans les circuits économiques et financiers formels. Ces actions font notamment écho à d'autres, d'envergure internationale, telles que la Journée Arabe de l'Inclusion Financière, la Journée Mondiale de l'Épargne et la Global Money Week.

Il s'agit également de mettre en place un accompagnement spécifique de la FCE par la FMEF, afin de déployer des programmes d'éducation financière aux plus hauts standards internationaux, dédiés aux porteurs de projets et aux créateurs d'entreprises soutenus par la FCE. Cette dernière associera la FMEF aux actions stratégiques qu'elle mène, avec d'autres acteurs de l'écosystème, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Intégré d'Appui et de Financement des Entreprises (PIAFE).

Enfin, il s'agira d'intégrer, à l'écosystème de la Fondation Attawfiq Micro-finance, du contenu axé sur l'éducation financière destiné aux détenteurs d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) et aux TPE non structurées (qui constituent une forme évoluée d'AGR et sont en voie de formalisation), de sorte à augmenter les chances de succès des projets portés par ses clients.

Le groupe BCP est pleinement engagé, aux côtés de la FMEF et de Bank Al-Maghrib, dans cette mission de création de valeur pour l'économie nationale à travers l'éducation financière des populations cibles, en vue de leur émancipation économique, affirme son Top Management.■

Trophées Global Finance 2022

Le groupe BCP élu meilleure banque marocaine en Trade Finance

Encore une distinction pour le groupe BCP, qui a remporté le prix de la meilleure banque marocaine dans le domaine de la Trade Finance à l'occasion de l'édition 2022 des trophées «World's Best Trade Finance and Supply Chain Finance Providers». Un événement organisé par la prestigieuse revue internationale «Global Finance».

Il s'agit d'un trophée qui récompense les banques qui excellent en matière de financement du commerce extérieur dans leur pays. Ce qui est reconnu au Groupe BCP avec cette distinction.

Distinction qui, comme on peut le lire dans un communiqué de la Banque, «vient couronner les efforts constants du groupe BCP pour l'amélioration de son offre de valeur en matière de Trade Finance».

Et le Groupe d'expliquer qu'il a «lancé un vaste programme de transformation de cette activité, accompagné de la mise en place de nouvelles technologies et de solutions innovantes, visant à étendre son offre de services et à proposer de nouveaux parcours, ainsi qu'une meilleure expérience client».

Le groupe BCP, rappelle le communiqué, est «un acteur historique de l'accompagnement des entreprises marocaines, qui fait du développement à l'international de ses clients un axe majeur de sa stratégie».

Réagissant à la distinction que son Groupe a obtenue, Kamal Mokdad, Directeur Général de la BCP et de l'International, a déclaré: «Ce Trophée est une reconnaissance internationale de la position de leader de la Banque Populaire sur le marché en matière de financement du commerce extérieur. Il confirme également notre engagement à offrir à nos clients, dans nos différents pays de présence, des produits et solutions Trade Finance innovants, portés par un parcours de transformation technologique et digitale en phase avec les meilleures tendances internationales».

Fondée en 1987, Global Finance est une société d'édition basée à New-York, spécialisée dans le domaine de la Trade Finance et mondialement reconnue pour la qualité de ses publications.

Elle sélectionne régulièrement les entreprises les plus performantes dans le domaine de la Trade Finance, parmi les banques et autres prestataires de services financiers.

Ses prix sont devenus un gage d'excellence pour la communauté financière mondiale.■

KB

Bureaux de changes

Une circulaire de l'Office des Changes pour «les déclarations de soupçon»



L'Office des Changes a publié une nouvelle circulaire concernant les bureaux de change. Initiative qui s'inscrit dans les efforts de conformité aux standards internationaux, notamment les normes du Groupe d'Actions Financières (GAFI).

L'Office des Changes vient de publier une nouvelle circulaire relative aux obligations des «Sociétés de change de devises» (plus connues sous le nom de «Bureaux de change») en matière de vigilance et de veille interne. Il s'agit d'une mise à jour de la circulaire du 1er novembre 2019 (circulaire N°2/2019).

La publication de cette circulaire intervient dans le contexte de la poursuite par l'Office des changes, en sa qualité d'autorité de supervision des sociétés de change de devises, de la mise en œuvre des actions tracées dans sa feuille de route pour la période 2021-2022. Et ce, dans le cadre des efforts déployés par le Royaume pour la conformité du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT) aux standards internationaux, notamment les normes du Groupe d'Actions Financières (GAFI), explique l'Office. Ajoutant, pour plus de précisions juridiques, que «Ladite circulaire tient compte des recommandations du GAFI et des amendements de la loi N°43-05 relative à la LBC promulguée par dahir N°1-07-79 du 28 Rabii I 1428 (17 avril 2007), telle qu'elle a été modifiée et complétée, par la loi N°12-18 promulguée par dahir N°1.21.56 du 27 chaoual 1442 (8 juin 2021) et des textes pris pour son application».

En quoi consistent les nouveautés de cette circulaire ? Elles concernent, notamment, l'obligation de transmission, sans délai, par les bureaux de change, à l'Autorité nationale du renseignement financier (ANRF), des déclarations de soupçon ; ainsi que l'obligation, pour eux, de communiquer lesdites déclarations de soupçon à l'ANRF et à la Commission nationale chargée de l'application des sanctions prévues par les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies (CNCAS) ; et de tous documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

L'Office des Changes souligne, en conclusion, que «l'implication des professionnels du secteur du change manuel est primordiale pour la mise à niveau de ce secteur. Notamment à travers leur engagement dans la mise en œuvre du dispositif interne de vigilance et la transmission des déclarations de soupçon à l'ANRF, qui constituent un indicateur clé de mesure de l'efficacité du dispositif de LBC-FT et de la conformité de chaque assujetti aux exigences législatives et réglementaires en la matière»■

KB

CCIMI

La Chambre de Commerce et d'Industrie Maroc-Israël (CCIMI) vient de dévoiler son plan d'action 2022. De nombreuses activités sont prévues. Notamment, le forum d'investissement Maroc-Israël qui aura lieu à Marrakech du 17 au 19 mai 2022 et qui regroupera 300 hommes d'affaires marocains et israéliens.



Saïd Benryane

Ce que prévoit la Chambre de Commerce et d'Industrie Maroc-Israël en 2022

L'objectif du plan d'action 2022 est d'«assurer la promotion des relations économiques entre Israël et le Maroc et renforcer l'ambition des deux pays à promouvoir leurs liens», indique la CCIMI.

Créée il y a seulement quelques mois, la Chambre de Commerce et d'Industrie Maroc-Israël a déjà abattu un travail colossal pour baliser le terrain pour les opérateurs marocains et israéliens, se réjouit la Chambre. Ajoutant: «Avec une équipe très dynamique, la jeune Chambre ne ménage aucun effort dans l'accomplissement de sa mission. Le Royaume a signé un accord de normalisation de ses relations diplomatiques avec Israël 2020 et depuis, les deux parties déploient les efforts nécessaires pour rattraper le temps perdu sur tous les plans». Le rôle de la CCIMI, qui compte déjà près de 150 opérateurs économiques basés au Maroc, a été rappelé par son Président, Saïd Benryane, lors d'une conférence organisée le 9 décembre à Casablanca, en présence des personnalités du monde des affaires représentant différents secteurs de l'économie. «Notre plan d'action s'articule autour de quatre grands événements qui seront tenus durant l'année 2022, deux ici au Maroc et deux en Israël», a annoncé S. Benryane, dans un communiqué de la CCIMI. Il a expliqué que la jeune Chambre accompagne la nouvelle ère dans les relations entre le Maroc et Israël et qu'elle constitue une passerelle allant dans le sens du rapprochement entre les deux pays, indiquant que le Conseil d'administration de la CCIMI est composé de onze personnes pour assurer son bon fonctionnement. «Ces onze personnes sont d'éminents représentants de la communauté des affaires», a-t-il précisé.

La CCIMI est créée sous forme d'association à but non lucratif conformément à la législation marocaine ; et se considère comme un organisme au service du renforcement des relations économiques entre les deux pays, contribuant à accorder plus de visibilité aux opportunités qu'offrent le Maroc et Israël. «Nous avons pratiquement tous les jours de nouvelles demandes d'adhésion», a déclaré Jonathan Levy, le président de la Commission Services, assurant que la Chambre jumelle de la CCIMI en Israël suscite aussi le même engouement chez les opérateurs israéliens qui sont très intéressés par des partenariats avec le Royaume. Dans le cadre du Plan d'action 2022, le communiqué fait savoir que la CCIMI organisera dans les premiers mois de 2022 des événements de networking qui apporteront un soutien aux réseaux d'affaires en Israël et au Maroc afin d'accélérer les échanges et marquer le démarrage des actions de la Chambre.

«Il y aura aussi beaucoup d'événements à caractère culturel», y annonce le Président de la Chambre, S. Benryane.

Ainsi, les quatre rencontres mentionnées (deux au Maroc, deux en Israël) seront dédiées à des secteurs particuliers, tels que les énergies renouvelables, l'agriculture et l'eau, la santé et l'industrie pharmaceutique et les industries manufacturières, détaille-t-il. «Il y aura aussi des missions d'affaires, des participations à des forums. Mais le grand événement de 2022 concerne le forum d'investissement Maroc-Israël qui aura lieu à Marrakech entre le 17 et le 19 mai 2022 et qui regroupera 300 hommes d'affaires marocains et israéliens», conclut Saïd Benryane.■

IS

GCAM

Tariq Sijilmassi réélu vice-président de la Confédération internationale des crédits agricoles



Le Président du Directoire du Groupe Crédit Agricole du Maroc, Tariq Sijilmassi, a été réélu vice-président de la Confédération Internationale des Crédits Agricoles (CICA) lors de l'Assemblée Générale qui vient de se tenir à Paris.

Cette élection couronne les efforts de la Banque et conforte son leadership et sa position d'Institution de référence dans le financement du secteur agricole et l'accompagnement de son développement, commente le Groupe.

La CICA est une association à but non lucratif qui rassemble les banques et les institutions engagées dans le financement de l'agriculture et du monde rural à travers le monde. Créée en 1950, la CICA accompagne les institutions bancaires de financement agricoles en leur apportant les connaissances et les avis les plus récents pour orienter leur politique et leur permettre d'innover et d'améliorer les services financiers destinés à l'agriculture et au secteur rural.■

AMMC

L'emprunt obligataire subordonné d'Attijariwafa Bank visé

L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) a annoncé avoir visé un prospectus relatif à l'émission par Attijariwafa Bank (AWB) d'un emprunt obligataire subordonné.

Cet emprunt est composé de quatre tranches (deux cotées et deux non cotées) d'un plafond de 500 millions de dirhams (MDH) et une maturité de 7 ans, chacune, précise l'AMMC, notant que la période de souscription s'étale du 21 décembre au 23 décembre 2021 inclus.

S'agissant de la méthode d'allocation, elle consiste en une adjudication à la française avec priorité aux tranches A et C (à taux fixe) puis aux tranches B et D (à taux révisable annuellement), fait savoir l'Autorité du marché financier.

Ajoutant que le prospectus de cet emprunt obligataire est constitué du document de référence d'AWB relatif à l'exercice 2021 sous la référence VI/EM/037/2021 et de la note d'opération.■

«GT Tested Reader Survey»

Royal Air Maroc, élue meilleure compagnie aérienne en Afrique



Lors de la 18ème édition du «GT Tested Reader Survey» du magazine Global Traveler, organisée le 14 décembre à Los Angeles, Royal Air Maroc s'est vue décerner le prix de meilleure compagnie aérienne en Afrique.

Royal Air Maroc a été également classée, dans le cadre de cette enquête, 4ème meilleure compagnie aérienne de la zone MENA, Moyen-Orient et Afrique du Nord, derrière Etihad Airways, Emirates et Qatar Airways.

Le GT Tested Reader Survey est un sondage de référence pour l'industrie aérienne et le tourisme haut de gamme. Il est organisé par Global Traveler, un magazine mensuel international diffusé principalement auprès des grands voyageurs d'affaires et de tourisme. Quelque 20.000 abonnés du magazine ont participé aux votes de cette 18ème édition.

«Nous sommes heureux et honorés de recevoir cette prestigieuse récompense, ainsi que d'être reconnus en tant que meilleure compagnie aérienne en Afrique. Cette reconnaissance émane du témoignage direct de nos clients, partout dans le monde. Elle vient couronner les efforts quotidiens déployés par nos 4000 collaborateurs, afin d'offrir les plus hauts standards d'excellence de service, de sécurité et de confort, à tous les niveaux de l'expérience client. Cet Award du Global Traveler nous motive surtout pour continuer d'aller de l'avant et nous améliorer, malgré les temps difficiles que notre secteur traverse», a déclaré Hamid Addou, Président Directeur Général de Royal Air Maroc.

Cette distinction confirme une série de récompenses obtenues par Royal Air Maroc. En 2019, la Compagnie Nationale avait été élue par Skytrax, pour la 6ème année consécutive, meilleure compagnie aérienne régionale en Afrique. RAM a maintenu également son label Skytrax 4 étoiles. Très convoité par les compagnies aériennes, le prix Skytrax est une référence mondiale dans le secteur du transport aérien.■

Bourse de Casablanca

L'IPO de TGCC 22 fois souscrite par 11.833 investisseurs !



L'introduction en Bourse du groupe TGCC a été souscrite 22 fois par 11.833 souscripteurs, a annoncé, jeudi 16 décembre (2021), Ahmed Arharbi, directeur des opérations marchés à la Bourse de Casablanca.

Le montant global souscrit à l'issue de cette opération s'est élevé à plus de 13,43 milliards de dirhams (MMDH), correspondant à 98.760.173 actions demandées, avec un taux de satisfaction global de près de 4,5%, a précisé M. Arharbi lors de la cérémonie de première cotation de la société.

Le groupe TGCC, acteur de référence du secteur des BTP et de la construction, avait décidé, en s'introduisant en Bourse, de «franchir une nouvelle étape très importante de son parcours qui va ouvrir le chemin vers de bonnes perspectives», selon une déclaration de Mohammed Bouzoubaa, Président Directeur Général de TGCC et Président de son Conseil d'Administration, faite lors de la conférence de presse dédiée à la présentation de cette introduction en Bourse, le 22 novembre dernier (2021). Et de souligner que «l'ouverture du capital de TGCC au public vise, d'un côté, à renforcer la présence du groupe sur le marché marocain et sur l'Afrique subsaharienne et de l'autre côté, à permettre à tous les épargnants et les investisseurs d'accompagner le groupe TGCC dans cette réussite». Le grand succès de l'opération permettra donc cela.■

ANAPEC

8 conventions pour créer 6.000 emplois et accompagner 1.200 auto-entrepreneurs !



L'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) et plusieurs acteurs du secteur privé ont scellé, mercredi 15 décembre (2021) à Casablanca, huit conventions conduisant à la création immédiate de 6.000 emplois directs et à l'accompagnement 1.200 auto-entrepreneurs.

Les 8 conventions ont été signées lors d'un séminaire organisé par l'ANAPEC autour du thème «partenariat public-privé: au service de l'emploi, pour relever les défis et accompagner les ambitions du nouveau modèle de développement».

Elles ont été signées avec la Fédération marocaine de l'externalisation des services (FMES), la Fédération nationale de l'agroalimentaire (FENAGRI) et cinq entreprises. A savoir, Peugeot Citroen Automobiles Maroc (PCAM), Sumitomo Electric Group, Groupe Managem, Groupe Akwa, Ecart Services Morocco (Jumia.ma) et Lydec. Et aussi, avec la Fondation marocaine de l'éducation pour l'emploi (EFE-Maroc) dans l'objectif de renforcer les différentes orientations stratégiques des deux institutions. Soit, l'universalité de l'offre de formation et d'accompagnement aux jeunes, aux non-diplômés et aux NEET (ni à l'emploi, ni en enseignement, ni en formation), le respect de la parité des genres et le renforcement de l'inclusion territoriale.

Ces accords actent la création de 6.000 emplois directs dans les domaines de la technologie, de l'industrie et des services et constituent le point de départ de l'accompagnement de 1.200 porteurs de projets issus de l'ensemble des régions du Royaume, selon les chiffres avancés par le ministre de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des compétences, Younes Sekkouri.

Le Directeur général de l'ANAPEC, Mohamed Achiq, a indiqué que cette initiative intervient conformément à l'application des recommandations du nouveau modèle de développement (NMD) et aux nouvelles missions attribuées au ministère de tutelle. Ajoutant que cette rencontre vise à promouvoir l'emploi et les compétences, particulièrement sur le volet du PPP, faisant part de l'ambition de l'ANAPEC de dépasser les partenariats classiques pour davantage de proactivité sur les besoins de l'emploi, de synergie et d'intégration, notamment en faveur des jeunes.■

Présidentielle

La France rêve-t-elle d'une Merkel ?

Alors que la France -et donc le Président Macron- prend pour six mois la tête de l'Europe de Bruxelles, sa véritable dirigeante, Angela Merkel quitte la chancellerie allemande. Tandis qu'en France, avec Valérie Pécresse, une femme dirigera-t-elle la république ?


Valérie Pécresse

L'Allemagne au fil des années s'est imposée comme l'Etat majeur de l'Union Européenne. On s'étonne même de la discrétion du départ de l'ère Merkel, presque sur la pointe des pieds.

Fille d'un père pasteur et d'une mère institutrice, Angela Dorothea Merkel naît le 17 juillet 1954, à Hambourg. Étudiante en physique à l'université de Leipzig, elle obtiendra son doctorat en 1986, puis sera employée à l'Institut de physique-chimie de l'Académie des sciences de RDA, jusqu'en 1990. C'est en cette même année qu'elle entrera au bureau politique du mouvement d'opposition au communisme, le Renouveau Démocratique et deviendra la porte-parole adjointe du dernier gouvernement de RDA, mais le premier démocratiquement élu après la chute du mur de Berlin. Huit ans plus tard après «son passage à l'Ouest», elle sera la première femme élue à la tête de la CDU en 1998. Il lui faudra attendre encore sept ans pour succéder au social-démocrate, Gerhard Schröder, à la tête de la chancellerie avec, durant 16 ans, une capacité à gouverner avec différentes coalitions. Parcours étonnant, voire unique en Allemagne, aussi pour d'autres états membres de l'UE. Après la crise financière et économique de 2010, 2015 verra la crise migratoire, et en 2016 Angela Merkel sera l'interlocutrice privilégiée du président turc Erdoğan. S'en suivra un traité entre la Turquie et l'UE, avec à la clé une aide de six milliards d'euros à la Turquie, ce qui sera très souvent reproché à Angela Merkel.

Puis viendra en 2020 la crise de Covid-19, une nouvelle crise pour Angela avant son départ. Quant à sa politique internationale, bilatérale et multilatérale, s'il est évident que la chancelière s'est toujours placée sous le parapluie du grand frère de Washington, elle a aussi très bien manœuvré avec Moscou, partageant avec les dirigeants russes une origine commune dans l'entendement de la gestion des dossiers de l'époque du Comecon, et surtout le grand avantage de parler russe couramment. Mais ce que n'a pas fait Angela, ses successeurs devront s'y atteler, la modernisation des infrastructures privées et publiques, telles les autoroutes ou les voies de chemin de fer, entre autres. Ici, le chantier est énorme et pèsera énormément dans le budget allemand. Si durant la crise de 2010, le gouvernement allemand tentait de convaincre les Allemands de dépenser, tant le montant de l'épargne était élevé, aujourd'hui malgré une épargne toujours prospère et un commerce extérieur qui se porte très bien, c'est le mot dette qui hante les foyers d'outre-Rhin. Car la dette est un mot tabou en Allemagne.

Il y a longtemps qu'en Allemagne et dans d'autres pays européens, une femme au pouvoir ne pose aucun problème. Ce n'est pas encore le cas en France. Pourtant les choses bougent et



certains considèrent que c'est le principal atout de Valérie Pécresse. Elle n'a pas encore gagné l'élection présidentielle de 2022, mais Valérie Pécresse est devenue, la candidate de la droite et sans doute du centre, gagnante du congrès des Républicains face au très droitier Éric Ciotti qui a fait près de 40 % des suffrages des militants.

Elle croit pouvoir réussir ce que Ségolène Royale a raté, mais de peu. Elle se définit comme « deux tiers Merkel un tiers Thatcher». Elle a bien vu que le tiers Thatcher lui serait reproché, elle a donc rectifié pour se présenter non pas comme la dame de fer, mais comme la dame du FAIRE. Il n'est pas sûr cependant que la droite des Républicains, son parti, apprécie la ligne Merkel et ne soit pas plus tentée par une autre femme, Marine Le Pen, ou un autre candidat pas très féministe, c'est le moins qu'on puisse dire, Eric Zemmour. Car être femme ne suffit pas et la candidate socialiste Anne Hidalgo en sait quelque chose. Elle n'était pas la favorite de ce scrutin, les observateurs étaient peu nombreux à parier sur sa victoire, mais Valérie Pécresse y a cru dès le début. «Depuis le départ, je me suis dit que c'était jouable, confirme-t-elle. Je savais qu'avec de vrais débats, les électeurs allaient découvrir que j'étais vraiment de droite et que j'avais des idées». La présidente de la région Île-de-France s'est habituée à ce qu'on la sous-estime. «À l'ENA, ils m'appelaient jeune et jolie», rappelle-t-elle, soulignant le malentendu permanent entre ce qu'elle est vraiment et la perception des autres, généralement ses opposants, qui la caricaturent en jeune femme blonde…

La méthodique Pécresse a tiré les leçons du désastre Fillon. Elle a pour cela un allié de poids: son directeur de campagne Patrick Stefanini. Il occupait le même poste il y a cinq ans. «C'est une chance pour elle de l'avoir, il a appris de 2016», glisse un proche de François Fillon. «Elle a disséqué les erreurs commises à l'époque et fait en sorte de ne pas les renouveler», juge le député des Alpes-Maritimes Éric Pauget.

Alors une femme présidente de la république française ? Rien n'est joué, car en France il n'y a pas loin entre Angela Merkel et Hillary Clinton, qui est là pour nous rappeler qu'une femme, même soutenue pour telle, même dans une période de féminisme ambiant, peut encore être battue par un macho assumé■

Patrice Zehr

Irak

Fin de la mission alliée



L'annonce a été faite à l'issue d'une réunion militaire entre les commandants de la coalition internationale anti-djihadistes emmenée par Washington et des forces de sécurité irakiennes. Les troupes américaines n'auront plus qu'une mission de formation et de conseil auprès des forces irakiennes. Une annonce plus politique que militaire. Rassemblés sur une base militaire au centre de Bagdad, des commandants des forces américaines et irakiennes se font face pour leur troisième et dernier cycle de discussions. L'objectif est d'officialiser la fin de la «mission de combat» des États-Unis en Irak. Une heure plus tard, Saad Maad, représentant du ministère de l'Intérieur irakien, annonce la nouvelle, derrière un pupitre: «La coalition terminera très prochainement sa mission de combat en Irak, comme convenu, avant la fin de l'année. Le major général américain John Brennan nous a exposé que quelques soldats et quelques équipements avaient déjà été transférés hors d'Irak». Cette transition ne changera toutefois pas grand-chose sur le terrain. 2.500 soldats américains sont déployés en Irak et ce contingent devrait rester le même au 1er janvier. Une annonce moins militaire que politique, donc, puisque cela permet au gouvernement irakien de donner des gages aux factions pro-Iran qui réclament le départ pur et simple de ces troupes. Ces milices ont beaucoup de pouvoir et sont accusées de mener des attaques régulières contre les bases américaines en Irak. Pas question pour autant pour les Etats-Unis de se désengager totalement et de laisser le champ libre à l'influence de l'Iran. A un moment où les deux puissances sont à couteaux tirés sur le dossier du nucléaire iranien■

P. Zehr



Syrie

Frappe israélienne sur Lattaquié

Il s'agit d'une rare attaque contre des installations stratégiques de la Syrie. Des frappes aériennes israéliennes ont atteint des conteneurs du port de Lattaquié, à l'ouest du pays, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 décembre, a annoncé l'agence de presse officielle syrienne. «Vers 1 h 23 aujourd'hui (23 h 23 GMT lundi 6 décembre 2021), l'ennemi israélien a mené une agression aérienne avec plusieurs missiles visant le parc à conteneurs du port commercial de Lattaquié», a déclaré une source militaire syrienne citée par l'agence SANA. Ce bombardement a mis le feu à «un certain nombre de conteneurs commerciaux», sans faire de victimes, a-t-elle précisé, évoquant une «riposte de nos défenses anti-aériennes». Des photos publiées par SANA montraient un incendie dans le parc à conteneurs. La télévision d'État syrienne a assuré dans un second temps que «les équipes de pompiers ont maîtrisé l'incendie qui s'est déclaré dans le port de Lattaquié à la suite de l'agression israélienne».

Depuis le début de la guerre en Syrie, en 2011, Israël a mené des centaines de frappes en territoire syrien, ciblant notamment des positions des forces iraniennes et du Hezbollah, qui combat aux côtés du régime de Damas. Israël confirme très rarement ses attaques en Syrie voisine, mais affirme régulièrement que l'État hébreu ne permettra pas à ce pays de devenir la tête de pont des forces de République islamique d'Iran. La dernière série de ces frappes est intervenue le 24 novembre, visant des zones où le Hezbollah libanais pro-iranien est implanté dans le centre de la Syrie. Trois militaires syriens et deux miliciens syriens affiliés au Hezbollah ont alors été tués, avait indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme, une ONG basée au Royaume-Uni et qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre.■

P. Zehr



Abiy Ahmed

Ethiopie

Reprise en main

En Éthiopie, le Premier ministre Abiy Ahmed a annoncé, mercredi 8 décembre 2021, avoir quitté le front et être de retour à Addis-Abeba, après que les forces gouvernementales ont revendiqué avoir repris plusieurs villes stratégiques sur les rebelles tigréens ces quinze derniers jours. Terminées les images d'Abiy Ahmed en uniforme aux côtés des militaires au front. Des images diffusées régulièrement depuis deux semaines par les médias d'État. Le Premier ministre éthiopien a annoncé avoir regagné son bureau et reprendre donc la gestion des «affaires courantes» qu'il avait confiée à son vice-Premier ministre.

Une manière de ponctuer la contre-offensive qui a permis aux forces gouvernementales de reprendre du terrain face aux forces tigréennes. Elles ont revendiqué récemment avoir repris les villes stratégiques de Dessie et Kombolcha, ainsi que le site à forte valeur symbolique de Lalibela. Il ne s'agit que de «la première phase». «La lutte n'est pas encore déterminée», affirme le Premier ministre dans un communiqué, tandis que le TPLF, par la voix de son chef politique, dément que le gouvernement reprenait l'avantage militairement, affirmant que l'armée a seulement repris des zones abandonnées par les rebelles au cours d'un repli stratégique. Quoi qu'il en soit, pour marquer son retour dans la capitale éthiopienne, montrer que la menace pour lui s'est éloignée, et rappeler le rôle de l'Éthiopie au plan régional, Abiy Ahmed multiplie ces dernières 24 heures les échanges téléphoniques avec ses voisins: kényan, djiboutien, somalien, ou ougandais. Il s'est aussi entretenu avec le chef des Nations unies. Et ne manque pas de s'en faire un large écho sur son compte twitter.■

P. Zehr

Sommet de la démocratie virtuelle

Alors que l'année 2021 a été marquée par une série de coups d'État (Birmanie, Mali, Guinée, Soudan…) et que la Chine ou la Russie mettent au défi le modèle de la démocratie libérale à l'occidentale, Joe Biden prend le contre-pied de son prédécesseur. Donald Trump ne cachait pas sa sympathie pour les hommes forts, tels Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. Biden, lui, veut d'urgence organiser la contre-offensive. Une rencontre (virtuelle), les jeudi 9 et vendredi 10 décembre, à laquelle Joe Biden a convié les dirigeants de 110 pays a eu lieu. Il juge la démocratie attaquée –elle a régressé dans 75 pays l'an dernier selon l'ONG Freedom House– et il veut organiser sa défense face aux contre-modèles promus par Pékin ou Moscou. «Nos enfants et petits-enfants feront leur thèse de doctorat sur le sujet de qui l'a emporté: l'autocratie ou la démocratie ?» déclarait-il, en mars 2021, lors de la première conférence de presse de son mandat. Après quatre années d'éclipse, où Trump n'avait cure de la défense des libertés et des droits de l'homme autour du globe, Biden reprend le flambeau de «chef de file du monde libre».

C'est la liste des évités qui parle. Parmi eux, la Hongrie d'Orban et la Turquie d'Erdogan, émules de Poutine qui ont mis la justice sous tutelle, maté la presse et, pour le second, arrêté des milliers d'opposants. Le 26 novembre 2021, les ambassadeurs russe et chinois à Washington ont pris la plume dans The National Interest pour fustiger une «mentalité de Guerre Froide» de nature à «attiser la confrontation idéologique». Pékin est surtout furieux de la présence de Taïwan, l'île chinoise réfractaire au communisme. Même si Washington a précisé l'inviter en tant que démocratie, non comme État souverain.■

P. Zehr



Joe Biden

Comme je regrette l'achat de cette

Omar, 42 ans, technicien de logistique, est marié et père de deux enfants. Cet homme regrette amèrement son idée d'achat d'une voiture. Il raconte pourquoi cet achat ne lui a procuré que des tracas…



« Quelle stupide décision que d'avoir acheté cette voiture! Vraiment! Vous vous demanderez certainement pourquoi ? Eh bien, je vous répondrai que c'est parce que ce tas de ferraille n'a jamais été qu'une source de tracas. Depuis qu'elle a été parachutée dans ma vie, je n'ai ni mangé, ni dormi, ni vaqué à mes occupations dans la sérénité. Elle a aussi été la cause de l'enfer dans mon foyer avec ma femme, avec mes enfants, avec mon banquier et plus encore... Voilà pourquoi je vous conseille fortement de ne jamais essayer de vous occuper de ce que font vos voisins ou les autres. Et surtout ne permettez pas à votre ego de vous guider et ce, même quand il vous susurre «que copier vaut mieux qu'envier». Bouchez vos oreilles ou faites ce qui vous semble le mieux pour dégager ce dicton qui n'est, ni plus ni moins qu'un attrape nigaud.

Il y a trois ans, lorsque j'avais vu de ma fenêtre le voisin d'en haut parquer une voiture flambant neuf dans notre parking extérieur commun, je suis resté scotché. De suite, au lieu d'aller voir ailleurs, j'avais comme senti mon cœur à l'envers. A brûle point, je voulais comprendre comment quelqu'un comme lui pouvait se permettre une telle acquisition. Evidemment, par plaisir vicieux, j'avais hélé à la rescousse mon épouse pour qu'elle se rince l'œil et qu'elle donne libre court à sa langue fourchue. Quel moment jouissif pour ma jalousie! Vraiment une tuerie! Cependant, j'étais à mille lieux de m'imaginer que la loi du retour du bâton existait pour de vrai.

Je nous revois elle moi, têtes penchées sur le même carreau de vitre et yeux rivés sur la scintillante bagnole noire flanquée de sa plaque ww. Ma femme comme frappée par la foudre murmurait un fleuve spumescent de détails sur le gars, sur sa conjointe, sur leur couple et aussi sur leurs mioches. On aurait dit qu'elle vivait en continu à l'intérieur de chez eux. Faut dire, que j'étais épaté qu'elle ne tarisse pas de médisances à leur endroit. Que ce voisin que je n'encadrais pas parce que je le trouvais impoli et beaucoup trop imbu de sa personne puisse se la ramener pour me narguer en exhibant un signe d'aisance, c'en était trop! Bien évidemment vous comprendrez que comme un coq ma fierté était piquée à vif. Je ne pouvais malheureusement pas me ressaisir pour lutter contre l'idée que moi aussi je pouvais lui en faire voir. Et quelle bêtise, je vous jure…

e satanée voiture !

Illico presto, comme un illuminé, je m'étais activé dans la recherche sur le net de la valeur du véhicule en question. Je remarquais que le «foutu» voisin avait choisi dans le très bas de gamme, et je m'en frottais les mains. A ce moment précis, pauvre de moi, j'en concluais que pour lui en boucher un coin, il me fallait mieux. C'est alors que plus vite que la vitesse du son, je m'étais retrouvé face au concessionnaire automobile de la même marque de l'autre enfoiré, pour conclure un achat à crédit d'un modèle plus m'as-tu vu et toutes options. Passons sur les détails des formalités, parce que sincèrement, je n'avais pas cessé d'accumuler les inepties. Je me souviens du summum de liesse que j'avais ressenti en accusant réception de ce que je m'étais offert pour calmer mon incontinent dépit.

En me garant sur le parking de notre immeuble, j'avais joué du klaxon comme un gamin, histoire d'affoler qui vous savez. Le plus grave c'est qu'à aucun moment, je ne m'étais remis en question pour me rendre compte que j'étais seul dans mon délire d'abruti. Vraiment, cela même m'avait froissé de n'apercevoir personne, en haut, mater en douce comme je l'avais fait. Et même plus tard, vu que la dégaine du voisin affichait comme toujours le même mépris à l'encontre de tous. Non, je m'étais attiré seulement la flagrante inimitié de quelques autres qui jadis me saluaient chaleureusement. Bref, à l'instant où j'avais vu les membres de ma petite famille, extasiés grimper dans notre voiture, j'avais remballé ma fixette.

Ce jour-là, avec mes enfants et ma femme nous en avions parcouru des kilomètres rien que pour nous promener. Et quel plaisir de rouler tout en trifouillant les diverses manettes et boutons. Ce furent mes seuls moments de bonheur, je vous l'assure. Parce qu'au fil du temps, cet engin est devenu ma plus grosse bête noire. Dès les premiers mois, à chaque vue de mon solde bancaire mon sang ne faisait qu'un tour. C'est très simple, je n'arrivais plus jamais à boucler mes fins de mois sans être au bord du suicide. Ce mal me rongeait de l'intérieur comme un cancer. Et ce n'était pas la seule cause qui me métamorphosait progressivement en une boule de feu difficilement maitrisable.

Comme par hasard, les besoins et exigences de la famille s'étaient anormalement multipliés, tout comme ceux de notre bagnole. Tous s'acharnaient sans pitié sur mon pathétique budget. Chaque fin de semaine, il fallait m'armer de tout le courage du monde pour accompagner ma femme escortée de nos gosses pour les courses. Et en grande surface s'il vous plait! Je ne vous raconte pas la douloureuse facture pour ma pomme. Leur faire passer un sale quart d'heure sur le chemin du retour, ne les empêchait pas du tout de m'attendre de pied ferme, la semaine d'après et aussi avant chaque fête. Je crevais de rage mais pas autant que le jour où ma femme m'avait demandé et de l'argent et les clés pour y aller toute seule.

Alors là, je ne m'attendais pas du tout à cette farce mais finalement en sournois, je l'avais acceptée sans me rebeller. Quel soulagement de refiler à ma belle-mère tout ce dont j'avais plein le dos. Je me suis comporté en vrai goujat en m'en fichant que ma femme s'arrache les tiffes de m'entendre lui rétorquer tout le temps ne pas avoir le rond pour ce que j'appelais ses extravagances. Au moins, je n'avais plus à me farcir les passages à la station-service pour le plein ou les révisions ou vidange, ni le suprême casse-tête du stationnement, ni la sale tronche de chaque gardien de voiture. Mais oui parlons-en de ces deux derniers très gros problèmes. Car, quand vous achetez une guimbarde, personne ne viend vous avertir que vous en verrez des vertes et des pas mûres. Et d'un, parce que vous n'aurez le droit de vous garer nulle part gratis, sauf devant chez vous et encore. Croyez-moi ce n'est qu'après que vous serez submergé par l'immense surprise de remarquer que les plaques d'interdiction de se garer foisonnent. Elles sont plantées partout, mais plus encore dans les coins où précisément la nécessité de laisser ce gros boulet qui vous sert de moyen de transport s'impose. Elles et les bords de trottoirs peints de rouge et de blanc, ne vous indiqueront rien d'autre que l'espace est réservé pour la banque, les petits taxis, les bus, l'administration et que sais-je encore, mais certainement pas pour vous. Attention, là, ne tentez pas le stop d'une seconde, parce que leur surveillance est pleinement assurée par des haineux qui n'ont rien à foutre de leur temps.

Et de deux, quand enfin on vous aura cédé, un bout de trottoir comme une petite faveur, vous ferez la découverte des incessantes provocations de tout individu indigent qui s'improvise gardien de voiture. Sachez que ces derniers, vous pourchasseront comme des loups à chaque stationnement que vous descendiez ou non de votre voiture. Considérez qu'à l'instant où vous mettez la clé dans votre contact, vous serez la proie de péages de stationnement. Ils sont comme une sorte d'impôt insolite et récurrent.

Je vous assure que j'ai rongé mon frein durant trois années, jusqu'au jour où je ne pouvais plus me le permettre financièrement. J'avais tenté de trouver des solutions pour être réglo pour tout ce qui relevait de mes responsabilités en tant que chef de famille. Mais aussi pour que mes traites de voiture ne me soient pas renvoyées impayées. Je n'ai malheureusement pas pu rendre cela définitif et la pandémie du coronavirus était venue y rajouter son grain de sel. J'avais vu alors pleuvoir les sommations par courrier de régulariser ma situation auprès de l'organisme de crédit et ce, jusqu'à la mise en demeure. Pour ne pas rentrer en litige avec eux, j'avais été contraint et forcé de solliciter un emprunt chez ma belle-mère. Sauf que mon déplacement au service des contentieux avait été encore plus insoutenable que ma démarche pour quémander un sauve qui peut pécuniaire.

Là, assis dans ce bureau où étaient entassées des centaines de piles de dossiers, je l'avais senti l'accueil glacial ! Moi, je ne souhaitais que payer une partie de mes dettes plus les agios, et aussi que l'on revoie à la baisse le montant de mes traites. Etait-ce si farfelu que ça que d'essayer de me sortir dignement de cette impasse et garder mon véhicule ? J'avais fini par comprendre que les personnes qui m'avaient reçu s'en tapaient de mes propositions. Ce n'était pas possible point barre… Et on m'avait envoyé balader.

L'accablante suite, elle s'était passée en bas de chez moi quand un huissier de justice et un agent de l'organisme de crédit étaient venus pour la saisie de ma voiture. J'avais laissé faire en leur remettant ma clé et ma carte grise sachant pertinemment qu'elle allait finir certainement par être vendue aux enchères et que rien pour moi ne sera réglé pour autant. C'était évident, que malgré cela, j'allais me retrouver dépouillé mais avec encore un reliquat de dettes impossible à solder. Pourtant ce n'était pas comme si je n'avais pas fait du mieux que je pouvais vis-à-vis de mes créanciers.

La vision future de mon avenir, de celui de ma famille, plombés à cause de cette bagnole m'avait fait machinalement lever la tête comme pour supplier le ciel. Et qui j'ai vu en premier bien accoudé à la barre de son balcon, mon voisin et à ses côtés toute sa famille. Eux ne se cachaient même pas…». ■

Mariem Bennani

Santé

Pourquoi le petit-déjeuner est-il si important?

Une journée de sensibilisation sur l'importance du petit-déjeuner chez les enfants et les adolescents, a été organisée à l'initiative de la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale Marrakech- Safi.

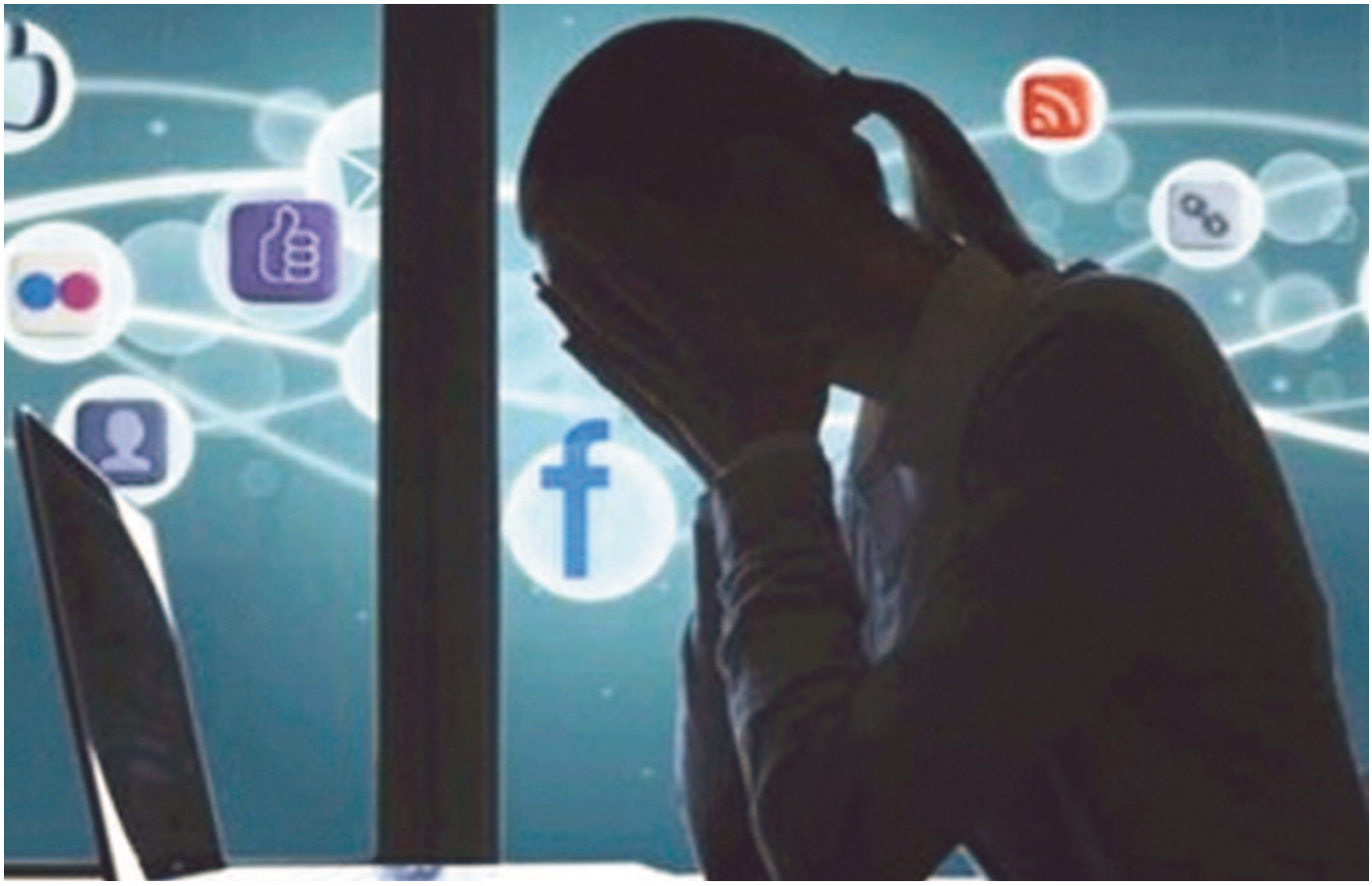


Cette rencontre qui s'est tenue récemment à Marrakech, s'insère dans le cadre de la Campagne nationale sur la promotion du petit-déjeuner chez les enfants et les adolescents placée sous le signe «Ton petit-déjeuner, la base de ta santé». Elle rentre aussi dans le sillage de la Stratégie Nationale de Nutrition, visant à promouvoir un régime nutritionnel équilibré en faveur de la jeunesse marocaine.

Lors de cette rencontre, l'assistance a été conviée à suivre une série d'exposés présentés respectivement, par la pédiatre Nouzha Boucetta, ainsi que par la nutritionniste, Khaoula Hachimi, suivie d'une séance de sensibilisation dédiée aux enfants et adolescents, encadrée par le chef de Centre de Santé des jeunes à Sidi Youssef Ben Ali à Marrakech, Abdeslam Zahir. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation ont été organisées au sein des établissements scolaires de la région, en coordination avec l'Académie Régionale d'Education et de Formation (AREF) de Marrakech-Safi. Cette journée a été marquée également par la présence de représentants des associations et Dour Attalib (Maisons de l'étudiant) de la région Marrakech-Safi, outre des responsables de l'Entraide Nationale, et des cadres de la Direction Régionale et de la Délégation provinciale de la Santé.

Pour rappel, le ministère de la Santé et de la Protection Sociale a organisé, du 10 novembre au 10 décembre 2021, une campagne nationale sur la promotion du petit-déjeuner chez les enfants et adolescents, avec pour objectif de sensibiliser à l'importance du petit-déjeuner et son rôle dans la construction d'un corps en bonne santé■

HZ



Cyber-harcèlement

La campagne «Click&Protect» est lancée ! ?

Instagram et l'association Sourire de Reda (SDR) se sont associés pour lancer «Click&Protect», une campagne de sensibilisation nationale qui vise à lutter contre le harcèlement en ligne.

Cette campagne est un appel à l'action qui invite la communauté à partager et à interagir de manière plus consciente et réfléchie et met en évidence l'ampleur que prend aujourd'hui la cyberintimidation, indique un communiqué des organisateurs. En effet, des études menées par l'association ont révélé que 62 % des jeunes Marocains ont été, à un moment ou à un autre, des victimes d'intimidations ou d'un harcèlement en ligne, 58,5 % des jeunes interrogés ont été témoins d'un acte de violence contre quelqu'un et 47,7 % d'entre eux ont admis être eux-mêmes à l'origine de tels actes de violence, fait savoir la même source.

«Click&Protect» repose sur la publication de vidéos informatives créées par le comité des jeunes de Sourire de Reda, qui seront présentées sur la page Instagram de Sourire de Reda (@souriredereda), ainsi que sur la publication d'un livre électronique consolidé qui compile différentes données et statistiques. Elle s'efforce de sensibiliser les utilisateurs des médias sociaux quant à l'impact néfaste du harcèlement en ligne, tout en proposant un riche arsenal d'outils anti-harcèlement disponibles sur Instagram, lesquels aident les gens à mieux protéger leurs comptes contre les intimidateurs et contre les contacts indésirables. Des numéros d'assistance gratuits et confidentiels seront également accessibles aux jeunes de moins de 18 ans à travers tout le Maroc. Des outils électroniques permettront en outre de prévenir et de protéger les personnes contre le harcèlement en ligne. Certains de ces outils sont disponibles sur Instagram et comprennent des fonctionnalités de blocage, de signalement, de restriction, de mise en sourdine et de restriction de commentaires.■

HZ

La presse Marocaine endeuillée

Message de condoléances de SM le Roi à la Famille de Fahd Yata

SM le Roi Mohammed VI a adressé un message de condoléances et de compassion aux membres de la famille de Fahd Yata, décédé le 16 décembre 2021 à l'âge de 69 ans.



Dans ce message, le Souverain a affirmé avoir appris avec profonde émotion la triste nouvelle du décès du grand journaliste Fahd Yata, soulignant qu'avec sa disparition, la scène médiatique nationale perd l'un de ses pionniers, reconnu pour son engagement, son professionnalisme et sa négation de soi, ainsi que pour sa contribution au développement de la presse écrite et à la consolidation de l'image noble de la profession et de sa déontologie. En cette douloureuse circonstance, SM le Roi exprime aux membres de la famille du défunt, à ses proches, et à travers eux à sa grande famille journalistique et universitaire, ainsi qu'à ses amis et admirateurs, ses vives condoléances et ses sincères sentiments de compassion suite à cette épreuve, la volonté divine étant imparable, implorant le Très-Haut de leur accorder patience et réconfort. Se remémorant avec estime les qualités du défunt, son patriotisme sincère et son attachement aux valeurs sacrées et aux constantes de la Nation, le Souverain implore le Tout-Puissant d'accueillir feu Fahd Yata dans Son vaste paradis et de le rétribuer amplement pour les services louables rendus à sa patrie et à sa société, ainsi que pour les bonnes oeuvres qu'il a accomplies.

Fondateur, directeur et éditorialiste de La Nouvelle Tribune, Fahd Yata s'est éteint samedi 11 décembre 2021, à l'âge de 69 ans. Ancien rédacteur en chef d' Al Bayane, du magazine Tijaris, du mensuel Enjeux et de La Vie Economique, le défunt a fondé l'hebdomadaire La Nouvelle Tribune en 1995 avec son épouse Afifa Dassouli, avant de lancer la version électronique du journal, en 2011. Frère jumeau de Nadir Yata, éminent journaliste décédé en 1996, et fils d'Ali Yata (1920-1997), l'ancien Secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme, le défunt est titulaire d'un doctorat en relations internationales, d'une maîtrise de droit et d'un diplôme de sciences politiques de l'Université Paris I, Panthéon Sorbonne. Fahd Yata nous marquera. Nous présentons nos vives condoléances à sa femme, ses enfants et à tous les membres de sa famille. Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons ■



«Bghit nemchi biid»

Nouvelle émission pour la promotion de l'entrepreneuriat au Maroc

« Al Aoula » lance, à partir du 16 décembre 2021 à 21h30, une nouvelle émission de promotion de l'entrepreneuriat au Maroc.

Baptisé «Bghit nemchi biid», ce nouveau programme s'articule autour de 3 objectifs principaux à savoir, accompagner les jeunes, stimuler l'entrepreneuriat et contribuer à la promotion de l'un des chantiers stratégiques de développement au Maroc.

Placée sous le signe du divertissement pédagogique, «Bghit nemchi biid», met en compétition des hommes et des femmes qui ont des ambitions et du potentiel et qui ne demandent qu'à être soutenus. Chacun a son propre parcours et une histoire particulière, mais tous ambitionnent de développer leur startup, innover et créer de la richesse.15 startups ont été présélectionnées, pour prendre part au prime d'ouverture.

A l'issue de la soirée d'ouverture, un jury composé de personnalités du monde de l'entreprise sélectionnera les 6 startups qui rejoindront la «Startup Academy». Elles pourront alors bénéficier des conseils et de l'accompagnement nécessaires au développement de leurs produits ou leurs services.

Les domaines d'activité de ces startups sont divers et variés comme les énergies renouvelables, le recyclage de matière plastique, la mobilité électrique, la gestion de déchets ou encore les chambres d'enfants connectées. Huit primes sont prévus durant lesquels chaque candidat sera confronté à deux épreuves distinctes, l'une relative à sa startup telle que les tests produits, les études de concurrence, la vente, l'innovation… L'autre consistant en un défi destiné à mettre en avant les qualités de l'entrepreneur : son courage, son leadership, ou encore son esprit d'équipe.

Tous les candidats seront notés à l'issue de chaque soirée. C'est l'entreprise qui aura obtenu le plus grand nombre de points qui se verra remettre le titre de startup de la saison et son fondateur celui de meilleur entrepreneur. Il bénéficiera ainsi d'une subvention et d'un accompagnement personnalisé.■

Patrimoine immatériel de l'humanité

La Tbourida officiellement inscrite sur la liste de l'UNESCO

Réuni le 15 décembre 2021, le Comité Intergouvernemental de Sauvegarde du Patrimoine Culturel Immatériel de l'UNESCO, a répondu favorablement à la candidature du Royaume du Maroc pour l'inscription de la Tbourida sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.



La Délégation Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, représentée par l'Ambassadeur Samir Addahre, s'est félicitée de cette inscription qui constitue "une reconnaissance internationale d'un héritage civilisationnel arabo-amazigh unique au monde et auquel les Marocains sont très attachés".

La Tbourida est une pratique qui établit une relation forte entre l'homme et le cheval et englobe un répertoire de musiques et de chansons traditionnelles qui célèbrent cet art traditionnel et ses cavaliers, a relevé le diplomate marocain, ajoutant qu'afin de protéger son patrimoine immatériel, «le Maroc a inscrit dans sa propre Constitution le respect et la sauvegarde de sa diversité culturelle, amazighe, hassanie, arabe, africaine et juive, grâce à l'engagement louable de SM le Roi Mohammed VI».

Egalement appelée Fantasia, la Tbourida est un élément constitutif du patrimoine culturel immatériel du Royaume du Maroc, aussi bien sous les angles des traditions et expressions orales, des arts du spectacle, des pratiques sociales, des rituels et événements festifs, des connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers, que des savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel. Elle fait partie intégrante de l'identité culturelle et de la mémoire collective du Maroc ■

HZ



Enchères

2,8 millions de dollars pour l'épée et le pistolet de Napoléon

L'épée de Napoléon Bonaparte et cinq armes à feu ayant appartenu à l'empereur français mort il y a 200 ans, ont été vendues aux enchères aux Etats-Unis pour plus de 2,8 millions de dollars. Le lot avait été estimé entre 1,5 et 3,5 millions de dollars. Couronné empereur le 2 décembre 1804, Napoléon Bonaparte avait offert son épée au général Jean-Andoche Junot. A sa mort, l'arme s'était retrouvée dans un musée à Londres puis chez un collectionneur américain. ■

Italie

Décès de Lina Wertmüller, 1ère réalisatrice citée à l'Oscar



La cinéaste Lina Wertmüller, première réalisatrice à être nommée aux Oscars, est décédée à 93 ans dans la nuit de mercredi 15 à jeudi 16 décembre 2021. Née à Rome le 14 août 1928, Lina Wertmüller, a réalisé en 1963 son premier film, «I basilischi», une oeuvre d'inspiration néo-réaliste primée au festival de Locarno. En 2019, Wertmüller a reçu un Oscar d'honneur pour l'ensemble de sa carrière.■

Festival

La Marche Verte s'invite à Dublin



Le film «La Marche Verte», qui propose de vivre d'un point de vue cinématographique cette étape phare du processus de parachèvement de l'intégrité territoriale du Maroc, a été projeté dans le cadre de la 8ème édition du Festival Annuel du Film Arabe de Dublin (DAFF), qui s'est tenu en ligne du 8 au 12 décembre 2021. Cette œuvre cinématographique de son réalisateur Youssef Britel, retrace cette épopée glorieuse du point de vue de différents personnages, joués, entre autres, par Mourad Zaoui, Mohammed Choubi, Mohammed Khouyi, Nadia Niazi, Saadia Azgoun et Driss Roukhe. Organisé par le cinéaste aux multiples nominations aux Oscars, Jim Sheridan et la réalisatrice Zahara Moufid, le Festival Annuel du Film Arabe de Dublin s'est tenu en ligne, pour la deuxième année consécutive. ■

Fondation Nationale des Musées

Insignes de Chevaliers des Arts et des Lettres pour deux Marocains



La Conservatrice adjointe au Musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain (MMVI), Hind El Ayoubi et le Directeur du MMVI, Abdelaziz El Idrissi, a ont été décorés lundi 13 décembre 2021, des insignes de Chevaliers des Arts et des Lettres par l'Ambassadrice de France au Maroc, Hélène Le Gal. Cette distinction, à l'occasion du 10ème anniversaire de la Fondation Nationale des Musées (FNM). Depuis sa création, la FNM a travaillé avec plusieurs institutions prestigieuses françaises et internationales. Ces collaborations étroites ont hissé les musées marocains au rang d'acteurs incontournables sur l'échiquier culturel national et international. ■

Khouribga

Le 12ème FIFDOK reporté à février 2022

Le Festival International du Film Documentaire de Khouribga (FIFDOK) a été reportée en raison en raison des mesures sanitaires mises en place au niveau national dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Programmée initialement entre le 22 et 25 décembre 2021, la 12ème édition du FIFDOK se tiendra finalement du 24 au 27 février 2022. Le Festival International du Film Documentaire de Khouribga sera dédiée à la mémoire de Noureddine Saïl, en reconnaissance à son parcours exceptionnel et à sa contribution remarquable à la scène cinématographique nationale. Le public aura également droit à une compétition officielle des films documentaires de réalisateurs professionnels ainsi qu'une autre dédiée aux films amateurs. ■.



Le Reporter

Directrice et rédactrice en chef: Bahia Amrani

Rédacteur en chef adjoint: Mohcine Lourhzal

Grand reporter: Naima Cherii

Rédaction: Nadia Benyouref, Mohamed Nafaa, Patrice Zehr, Bouchra Elkhadir, Mariem Bennani, Abderrahman Bennani, Khadija Benzina, Hafida Zahid

Infographistes: Naima Touhami, Houmam Moudarir

Conception graphique: Baba.com

Administration: Bachir Saghir

Diffusion: Abdelaziz Abid

Accueil: Magida Rizk

Crédit photos: AFP, MAP

Photographes: Soufiane Benkhadra, Ali Achour, Hassan Najibi

Impression: Idéale

Distribution: Sochepress

Dépot légal : 172/97
RC : 271.540
Patente : 32100789 . IF : 43200205. **CNSS** : 6020078
Numéro de la commission paritaire : H.F/038-06
Adresse : 1, Sahat Al Istiqlal, 2ème étage – Casablanca 20 000
Téléphone : (05 22) 54 11 03 - (05 22) 54 11 04
Télécopie : (0522) 54 11 05
e-mail : lereporter@menara.ma
Sites web : www.lereporter.ma
www.lereporterexpress.ma
La chaîne YouTube le Reporter

Football

Medhi Benatia raccroche les crampons



A 34 ans, Mehdi Benatia a annoncé qu'il allait mettre fin à sa carrière de footballeur. «Depuis tout jeune je n'avais qu'un rêve, devenir footballeur professionnel. Pour y arriver, j'ai dû m'imposer une rigueur de travail, faire des sacrifices, mais surtout me fixer à chaque étape de ma carrière de nouveaux objectifs. (…) Après plus de 15 années de bon et loyaux services pour le football, ayant joué les compétitions les plus prestigieuses, j'ai décidé de mettre un terme à ma carrière !». C'est avec ces mots que l'international marocain a annoncé, le 9 décembre 2021, sa décision de mettre fin à sa carrière footballistique. «Ce métier, m'a aussi permis de défendre et de représenter mon pays, le Maroc, avec qui j'ai vécu des moments inoubliables, les différentes CAN mais notamment la coupe du monde 2018», a-t-il écrit dans un message posté sur son compte Instagram.. Pour l'ancien capitaine des Lions de l'Atlas, c'est le moment de raccrocher les crampons. «On dit que la fin d'une chose est toujours le commencement d'une autre….Alors je vous dis à bientôt avec toujours comme ligne directrice le travail et la passion», conclut l'ancien Lion de l'Atlas qui semble avoir de nouveaux projets en tête.■

Reda Hakam

Le Hassania d'Agadir se sépare de son entraineur



Le Hassania d'Agadir (HUSA) a annoncé la résiliation à l'amiable du contrat le liant à l'entraineur Reda Hakam. Hakam avait remplacé en mars 2021, le technicien Tunisien Mounir Chebil. Agé de 39 ans, Hakam est passé par plusieurs clubs en Belgique et en Arabie Saoudite. Au Maroc, il a travaillé en tant qu'entraîneur ou directeur sportif au Raja de Béni Mellal (RBM), au Rapide Club d'Oued-Zem (RCOZ), le Wydad Témara, au Moghreb de Fès (MAS) et au Moghreb de Tétouan (MAT)■

Violences dans les stades

Le gouvernement français institue de nouvelles règles

Les matches de football professionnel en France seront systématiquement et définitivement interrompu(s) lorsqu'un joueur ou un arbitre sera blessé par un projectile lancé depuis les tribunes, a annoncé le gouvernement français, jeudi 16 décembre 2021. En cas d'incident dans un stade, une cellule de crise ne comprenant pas les présidents des clubs concernés devra se prononcer en 30 minutes maximum sur le sort de la rencontre, indique la même source. L'Exécutif a annoncé également, que la vente et le port de bouteilles en plastique seront interdits dans les stades de football au plus tard le 1er juillet 2022. Par ailleurs, les clubs de Ligue 1 et Ligue 2 devront tous disposer de dispositifs de sécurité antiprojections, comme des filets de sécurité, à partir de la saison 2022-2023, installables pour certains matches sur préconisation des préfets.■

Formule E

Marrakech hors course en 2022

La mise à jour du calendrier de la saison 8 du Championnat du Monde de Formule E a été ratifiée mercredi 15 décembre 2021 par le Conseil Mondial du Sport Automobile de la FIA.



Le calendrier définitif du championnat du monde de Formule E prévoit au total un programme de 16 courses dans 10 villes différentes, ont annoncé mercredi ses organisateurs. La ville de la Marrakech ne figure pas dans la liste. Il n'y aura donc pas d'e-Prix de Marrakech en 2022. Deux courses prévues le 5 mars 2022 dans une ville à déterminer puis le 19 mars en Chine dans un lieu indéterminé ont été annulées. Elles sont remplacées par un deuxième ePrix à Rome le 10 avril et un deuxième ePrix à Berlin le 10 mai 2022. Le championnat du monde de la Formule E verra des courses entièrement électriques se dérouler pour la première fois dans les villes de Vancouver, Jakarta et Séoul, aux côtés des villes hôtes habituelles que sont Diriyah, Mexico, Monaco, New York et Londres.■

Confédération Africaine de Football

Huit arbitres marocains retenus pour la CAN 2022



La Confédération Africaine de Football (CAF) a désigné huit arbitres marocains pour officier des matchs de la 33ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), prévue du 9 janvier au 6 février 2022 au Cameroun. La liste retenue par la CAF comprend des arbitres messieurs, une arbitre et une arbitre assistante. Les arbitres retenus par la CAF sont Redouane Jiyed (arbitre principal et arbitre assistant VAR), Adel Zourak (arbitre assistant VAR), Samir Guezaz (arbitre assistant VAR), Bouchra Kerboubi (arbitre assistante VAR), Lahcen Azgaou (arbitre assistant et arbitre assistant VAR), El Mostapha Akardad (arbitre assistant et arbitre assistant VAR), Zakaria Brinssi (arbitre assistant et arbitre assistant VAR), et Fatiha Jermoumi (arbitre assistante et arbitre assistante VAR)■